De l'ostentation à l'accumulation production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus

J. Charmes

Dans la mesure où les économies d'auto-subsistance ne sont plus que des souvenirs ou des points de référence imaginaires à l'usage des ethnologues, le problème de la reproduction des rapports sociaux dans les sociétés traditionnelles doit désormais être posé d'un double point de vue :

— celui de la reproduction des rapports sociaux traditionnels,

— celui de la pénétration, disons de la production, des rapports marchands.

Ce double point de vue peut s'analyser encore sous l'aspect des modalités par lesquelles chacun de ces deux types de rapports sociaux essaie d'imposer sa primauté.

Ceci signifie qu'il convient d'étudier :

— d'une part, la marchandise et la monnaie comme élément de la reproduction des rapports sociaux traditionnels,

— d'autre part, les rapports sociaux traditionnels comme vecteurs de pénétration des rapports marchands, c'est-à-dire encore comme éléments de production de ces rapports.

Cette ambivalence généralisée des phénomènes est en effet l'aspect fondamental de l'analyse que nous voudrions présenter ici.

Il ne s'agira donc pas ici de mettre bout à bout les divers éléments de la structure

sociale traditionnelle pour montrer comment celle-ci se reproduit, ou plutôt se reproduisait, mais bien d'analyser des schémas de transition, plutôt que de reproduction.

Dans ces schémas de transition ce sont précisément les modalités de l'émergence, de la captation et de l'utilisation du surplus, et notamment sa forme partielle l'ostentation, en tant que moteur de l'accumulation, qui nous serviront de fils conducteurs.

Notre analyse ne sera donc soumise ni à un ordre chronologique strict, à la manière historisante, ni à un ordre structurel a-historique, à la manière structuraliste.

⁂

La littérature anthropologique abonde en descriptions et en analyses des modes d'utilisation du surplus dans les sociétés dites primitives, c'est-à-dire non pénétrées par les rapports marchands : le mode d'utilisation le plus connu étant la destruction pure et simple, dans le *potlach* amérindien. Dans de tels cas, l'ostentation, phénomène collectif ou individuel est un mode d'utilisation du surplus permettant d'éviter les différenciations économiques, tout en affirmant une différenciation sociale entre groupes, ou entre chefs, fondée au départ sur l'ancienneté (1).

Plus précisément, le surplus, lorsqu'il existe, est un élément du mécanisme de reproduction des rapports sociaux traditionnels : les biens de prestige, non directement utilisables à la reproduction matérielle de la société, assurent aux « aînés » le contrôle des femmes, et c'est sur ce contrôle qu'est fondé en fin de compte leur pouvoir sur les « cadets », comme l'a bien montré Claude Meillassoux (2).

En ce qui nous concerne, il s'agit en fait de savoir comment est mis en œuvre le processus de pénétration et finalement de domination des rapports marchands dans de telles sociétés.

Dans la société traditionnelle où l'auto-subsistance est dominante, les impulsions du pouvoir central (3) en vue de promouvoir les rapports marchands, sous la forme de cultures commerciales notamment, restent circonscrites dans d'étroites limites à l'intérieur desquelles leurs effets délétères se manifestent avec difficulté : les champs réservés au paiement de l'impôt en sont un exemple bien connu, et de ce point de vue, la dévolution à un emploi déterminé des gains monétaires obtenus sur telle ou telle spéculation, est le signe d'une rationalité sociale, sinon d'une rationalité marchande.

Or, comment passe-t-on de ce stade de neutralisation pure et simple où les rapports monétaires se caractérisent par la vacuité de leurs effets, à un stade ultérieur d'absorption où la marchandise et la monnaie deviennent éléments de la reproduction des rapports sociaux traditionnels en pénétrant les circuits cérémoniels par exemple, pour aboutir à un stade ultime de transformation où les rapports sociaux traditionnels sont devenus les vecteurs de pénétration et d'affirmation des rapports marchands ?

Telles sont donc les questions auxquelles nous essaierons de répondre en utilisant le surplus comme concept opératoire : un tel concept recouvre en effet le champ où s'affrontent les processus et stratégies d'intégration ou de domination des rapports sociaux, en situation de contact asymétrique, le champ où s'affrontent les processus et stratégies de différenciation propres à chacun des groupes sociaux en présence. Nous

---

1. Notre propos n'étant pas de développer le rôle du surplus ostentatoire dans les sociétés « primitives », nos propositions sont sur ce point suffisamment générales pour n'être pas polémiques.

2. Cf. MEILLASSOUX : « Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance ». *Cahiers d'Etudes Africaines* - n° 4 - 1960 pp. 38-67.

3. Impôt, obligations monétaires diverses. Cf. J. CHARMES : « Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapport de domination ». ORSTOM : Tananarive 1973, multigr. 42 p.

mènerons l'analyse à partir de deux sociétés que nous avons eu l'occasion d'étudier sur le terrain, à Madagascar :

— la société Merina des hauts plateaux centraux (1),

— la société Merina-Sihanaka de la région du lac Alaotra (2).

Modalités de l'émergence, de la captation et de l'utilisation du surplus.

Comme nous allons le voir, ces trois types de phénomènes sont intimement liés et il est parfois difficile d'analyser l'un sans faire référence aux autres, et réciproquement : comment rendre compte en effet des modalités de l'émergence du surplus sans montrer que ce surplus est accaparé par des institutions ou des groupes sociaux déterminés, et que c'est peut-être dans la captation et dans l'utilisation de ce même surplus, qu'il faut rechercher les causes mêmes de son émergence ?

Dans un souci de rigueur, nous examinerons néanmoins séparément ces divers phénomènes, ou plutôt ces divers aspects d'un même phénomène qui apparaît comme étant au centre de la reproduction des rapports sociaux. Mais auparavant, nous essaierons de préciser le concept de surplus.

I. LE CONCEPT DE SURPLUS

Nous le définirons de la manière la plus simple : il s'agit de la part de la production réelle non affectée aux besoins nécessaires à la reproduction matérielle simple du groupe. Dans ces conditions, le surplus ainsi défini correspond d'une part aux investissements productifs permettant une reproduction sociale élargie, et éventuellement l'apparition d'un profit à caractère économique, d'autre part aux investissements dits « dépenses improductives » dont la fonction est d'assurer la reproduction idéologique et politique du pouvoir, au niveau local des notables villageois, comme au niveau de la nation dans son ensemble.

Or, la relative stagnation, et parfois la décroissance, du niveau de vie de la paysannerie, malgache en particulier (3), qu'attestent les statistiques officielles du Produit agricole par tête durant la dernière décennie, donnerait à penser qu'on a assisté, parallèlement, à une diminution drastique du surplus.

Cependant, il n'en a rien été, et toutes les recherches de socio-économie rurale décrivent l'inflation des circuits cérémoniels traditionnels et vilipendent la généralisation et l'accroissement des dépenses de prestige, même lorsqu'elles se font à l'intérieur de la sphère productive (sous la forme de tracteurs par exemple).

---

1. J. CHARMES : « Les effets d'une action de vulgarisation dans une communauté villageoise en destructuration. L'opération productivité-riz et le projet *tanety* de mise en valeur des collines à Antanimasaka-Manjakandriana ». ORSTOM - Tananarive 1973, multigr. 53 p. + 183 p. + 69 p.

« Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les hauts plateaux malgaches ». *Terre Malgache* n° 13. Juillet 1972, pp. 69-95.

« Théorie et pratique de la vulgarisation agricole ». *Cahiers ORSTOM - Série Sciences Humaines*. Vol. XII n° 3, 1975. pp. 249-258.

2. J. CHARMES : « Evolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord-Ouest du lac Alaotra) ». ORSTOM. Tananarive. 1972, multigr. 55 p.

« De la rente foncière au capitalisme agraire : Transformation des structures sociales sur les périmètres d'Anony et Sahamaloto (SOMALAC) ». *Terre Malgache* n° 15. Juillet 1973, pp. 127-149.

J. CHARMES : « Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres Nord de la SOMALAC ». *Cahiers ORSTOM - Série Sciences Humaines*, vol. XII, n° 3, 1975, pp. 259-282.

3. Le problème est en fait beaucoup plus général : il est même à l'ordre du jour des grandes organisations internationales puisque pour l'ensemble du Tiers Monde, la croissance démographique dépasse la croissance de la production agricole.

Une telle contradiction n'est pourtant qu'apparente : elle s'explique par le fait que le surplus a changé de fonction et de nature. Dans les sociétés traditionnelles d'aujourd'hui (1), le surplus n'a plus aucun lien sinon formel avec celui que les indiens Kwakiutl détruisaient lors des cérémonies du *potlach*. Sa nature est devenue *marchande :* si, globalement et en volume il semble avoir diminué (2), il a en réalité considérablement augmenté en valeur.

En effet, son accaparement par une minorité se traduit corrélativement par un endettement important du côté de la paysannerie pauvre : ainsi globalement, l'augmentation éventuelle, mais de toute façon minime, du volume de surplus, ne rend pas du tout compte du gonflement considérable de sa valeur, puisque par le système de la soudure et de l'usure que nous analyserons ultérieurement, ses détenteurs sont en mesure d'en accroître (au taux de l'intérêt usuraire) la valeur marchande. De ce fait, la fonction du surplus s'est profondément transformée : son rôle n'est plus d'affirmer la cohésion de la communauté, ni d'assurer directement le contrôle social ; son accaparement par une minorité a désormais pour fonction d'assurer le pouvoir économique et finalement le pouvoir politique à ses détenteurs. De symbole et représentation de l'union qu'il était, le surplus est devenu signe et réalité de l'exploitation.

Ainsi, l'analyse des modalités de l'émergence du surplus revient-elle à étudier les causes premières de la différenciation sociale et de la monétarisation du surplus (c'est-à-dire le passage du surplus-nature au surplus-marchandise).

II. MODALITÉS DE L'ÉMERGENCE DU SURPLUS-MARCHAND

Nous rappellerons brièvement les conditions d'implantation des rapports marchands (3), avant de montrer par quels relais de la société traditionnelle, ceux-ci ont pu se reproduire de manière de plus en plus large.

2.1. La pénétration des rapports marchands, ou : l'histoire de la monétarisation du surplus.

Cette histoire, c'est aussi celle de la création de besoins monétaires *ex-nihilo* dans des sociétés sinon d'auto-subsistance, du moins où l'échange est étroitement limité et prend la forme du troc, plutôt que la forme marchandise (4).

La création des besoins monétaires répond à deux nécessités : d'une part l'ouverture de nouveaux débouchés à l'industrie manufacturière, d'autre part la mobilisation d'une main-d'œuvre que l'abolition de la corvée avait rendue à ses activités d'auto-subsistance Ces deux préoccupations sont constantes dans la doctrine politico-économique du colonisateur, et Gallieni s'en explique devant l'Union Coloniale (5) :

« Il est avéré que partout dans la grande Ile la production a progressé au fur et à mesure de l'assujetissement plus complet de nos sujets malgaches aux charges fiscales. C'est que, pour les populations encore primitives de la plus grande partie de la colonie, les besoins essentiels une fois satisfaits, la production est fonction de l'impôt ».

---

1. Par cette expression antinomique, nous entendons les sociétés traditionnelles que nous avons étudiées, où les rapports marchands sont devenus (ou sont sur le point de devenir) dominants.

2. En réalité, la commercialisation de soudure en dehors des circuits officiels, ne permet pas de décider s'il y a eu ou non diminution du volume de surplus.

3. Cf. J. CHARMES : « Les blocages socio-culturels... » et « Les effets d'une action de vulgarisation... », op. cit. tome III, pp. 40-49.

4. Cela signifie que la valeur d'usage y domine la valeur d'échange.

5. GALLIENI. Rapport du 15 décembre 1904 à l'Union Coloniale.

Mais en tant que facteur d'ordre politique, l'impôt présente l'inconvénient de susciter la résistance : nécessaire dans un premier temps, il doit donc être susceptible d'être remplacé ultérieurement par des facteurs d'ordre idéologique (1).

Actuellement les divers cultes religieux jouent un rôle qui est loin d'être négligeable dans la pression des besoins monétaires sur les paysans : nous avons pu montrer par ailleurs (2) que la ponction opérée par eux était à peu près équivalente à l'impôt de capitation (3). Censé être accepté idéologiquement, ce mode de captation du surplus acquiert une efficacité bien plus grande.

Car en réalité, l'impôt et les redevances cultuelles ne sont que des modes de captation à l'origine de l'émergence du surplus (4) : il est évident que le rôle principal de ces institutions est de provoquer l'apparition d'un surplus, non de l'accaparer : l'impôt de capitation ne représente au niveau national, qu'une part insignifiante des recettes budgétaires. Par contre, du fait même de sa perception sous forme monétaire, il représente une part relativement importante de la production paysannale, car il implique une vente de la production à un prix sous-estimé (souvent de moitié), au moment de la récolte.

Ainsi par rapport au surplus perçu en nature nécessitant des structures coercitives relativement importantes pour une productivité généralement faible (travail forcé), le surplus marchand ou monétaire se caractérise par une accélération du processus de paupérisation et de différenciation sociale : si l'impôt monétaire représente une faible part des recettes budgétaires, il permet par contre un gonflement des revenus usuraires en accentuant la soudure pour les petits paysans.

Face à ces dépenses obligatoires ou acceptées, à quelles solutions vont faire appel les paysans ? S'il suffisait à chaque contribuable de vendre une part (relativement faible) de sa récolte pour s'acquitter de l'impôt, les marchés urbains seraient alors suffisamment approvisionnés en produits vivriers, mais on ne pourrait parler de création d'un surplus. En réalité, les créations artificielles de besoins monétaires que nous venons d'examiner, ne tirent leur force que de leur convergence avec deux autres facteurs déterminants : la pression démographique et le rôle du pouvoir politique traditionnel.

2.2. Les origines de la différenciation sociale.

Les besoins monétaires, de par leur nature et leur origine, sont inflationnistes : ils constituent les modalités par lesquelles « l'appétit dévorant » du surtravail va pouvoir prendre son essor. Aussi les solutions apportées par la paysannerie à la satisfaction de ces besoins ne pourront jamais être que provisoires et insuffisantes. La recherche de ces solutions est néanmoins tout à fait nécessaire puisqu'on ne peut se soustraire à certains de ces besoins : impôts, endettements sont justiciables de la force politique et la migration « spontanée » n'est pas permise aux imposables et aux débiteurs.

Du fait de la création de ces besoins, la pression démographique sur les subsistances va donc revêtir un caractère partiellement (parfois totalement) artificiel. Son caractère « naturel » (lié à l'écart éventuellement croissant entre taux de natalité et taux de mortalité (5) n'est donc pas principalement déterminant, la plupart du temps : le rôle de la croissance démographique reste secondaire, et dépend du niveau des

---

1. L'impôt de capitation n'a été supprimé à Madagascar qu'en 1972, année de l'arrivée au pouvoir du nouveau régime militaire : ce fut l'une des premières mesures prises par le nouveau régime pour signifier la « seconde indépendance » : jusqu'à cette date, l'impôt était resté le symbole de l'oppression coloniale.

2. J. CHARMES : « Les effets d'une action de vulgarisation... » op. cit. tome III, p. 42.

3. Soit approximativement 4 000 FMG par chef de famille (1 FMG = 0,02 FF).

4. Il n'en va pas de même lorsque ces redevances sont en nature. C'était autrefois le cas de l'impôt perçu sous la forme du travail forcé. C'est encore le cas du denier du culte perçu sous forme de travail ou de paddy, destiné à l'entretien des catéchistes-instituteurs.

5. Sur les hauts plateaux centraux de Madagascar, particulièrement en Imerina centrale, le taux de croissance démographique avoisinerait 2,8 - 3 % par an.

forces productives, et pour un niveau constant de celles-ci, de l'importance de la ponction du surplus qui peut s'opérer au détriment des subsistances. C'est donc ce phénomène — non purement démographique — et que nous qualifierons de « surpression démographique » qui va entraîner la vente d'une fraction de plus en plus grande de la récolte, tant en valeur absolue que relativement au niveau des besoins d'autoconsommation.

En effet, le mécanisme d'évolution endogène de la société lignagère est expansionniste, lorsque la terre n'est pas rare : le pouvoir y étant fonction du nombre des dépendants, c'est-à-dire de l'importance de la descendance, la mise en valeur de la terre y sera optimale, compte tenu du niveau atteint par les forces productives. Par contre, lorsque la terre devient rare et surtout lorsque toute terre cultivable est occupée, le mécanisme endogène devient régressif, car il voit se développer en son sein une contradiction fondamentale : alors que travaux agricoles et besoins monétaires exigent une force de travail importante, donc une descendance-dépendance nombreuse, par contre l'accroissement de la descendance s'oppose au maintien d'un patrimoine foncier suffisant à subvenir aux besoins de l'auto-subsistance. Dès lors que cette limite est atteinte, les hasards de la démographie, mais surtout les déterminismes de la structure sociale vont jouer dans le sens d'une paupérisation puis d'une prolétarisation d'une fraction de plus en plus grande de la paysannerie, corrélativement à une concentration de la propriété foncière et à une accumulation de la richesse.

Mais avant d'analyser la manière dont opèrent ces déterminismes, il convient de voir comment vont se mettre en place les conditions permissives d'une telle opération, c'est-à-dire par quels cheminements l'accroissement régulier de la surpression démographique, au sens complexe que nous avons donné à ce terme, va entraîner une modification des rapports de production : car c'est bien ainsi que doit être posé le problème, et non pas en termes de systèmes de production (au sens d'ensemble de techniques culturales et instrumentales), comme le fait E. Boserup (1).

Ainsi lorsque l'équilibre population-ressources (= subsistances) a été atteint, c'est-à-dire lorsque toute la terre disponible au niveau de la communauté a été mise en valeur et a permis de subvenir aux besoins d'auto-consommation et aux besoins monétaires créés artificiellement, il est arrivé un moment où cette terre répartie à peu près également (2) s'est trouvée insuffisante et répartie inégalitairement lors de la génération suivante. Cette répartition inégalitaire avait deux causes : d'une part le nombre variable d'enfants dans chaque famille restreinte, d'autre part la conservation par les parents (c'est-à-dire la non dévolution successorale de leur vivant) d'une parcelle suffisante pour leur auto-consommation : ce dernier phénomène est attesté par le fait que, généralement, dans les études que nous avons faites sur les Hauts Plateaux malgaches en Imérina, les familles de moins de 3 personnes (en fait les Anciens) disposent d'une superficie de rizières d'environ 30 ares, soit la superficie modale du terroir qui correspond à l'équilibre production-consommation (3). Ainsi apparaissaient les conditions nécessaires à la mise en place d'un système de captation du surplus par les Anciens, mise en place accélérée et consolidée par la généralisation de la soudure et de l'usure. Dès l'instant que l'on se situe au point d'équilibre Production-Consommation ou a *fortiori* au-dessus, tout gain monétaire ou tout recouvrement de prêt peut être

---

1. E. BOSERUP : « *Evolution agraire et pression démographique* ». Flammarion 1970. Cet auteur envisage en effet les relations et les interactions entre facteurs humains et facteurs techniques, sans examiner les conséquences de ces interrelations sur les rapports sociaux qui s'établissent entre les hommes, du fait de leur inégal accès aux moyens de production, aux hommes d'abord, en tant que producteurs, à la terre et au capital ensuite.

2. En réalité il s'agit d'une répartition égalitaire pondérée puisque jusqu'alors l'accès à la terre était libre, dans le cadre du lignage : chaque famille restreinte disposait alors de la superficie qui lui était nécessaire compte tenu du nombre de bouches à nourrir.

3. Un tel mode prouve que la répartition ne s'est pas faite au hasard. Cette concordance entre taille modale et équilibre population-ressources n'est évidemment pas fortuite.
Cf. J. CHARMES : « Processus de stratification sociale... » art. cit. pp. 73 s. et *infra*.

investi en paddy et multiplié par le phénomène de la soudure : cette accumulation n'existe et n'a de sens que parce qu'elle a pour corollaire la prolétarisation, et donc le développement de besoins en subsistances.

Le cycle de la soudure et de l'usure est en effet le rouleau compresseur sous lequel vont passer tous les candidats potentiels à la migration et au salariat : obligés (1) de vendre une proportion de plus en plus grande d'une récolte de plus en plus faible (en raison de la parcellisation des terres), les petits paysans ne peuvent plus satisfaire leurs besoins de consommation ordinaires jusqu'à la récolte suivante : après avoir vendu leur récolte au prix faible, ils sont obligés de la racheter au prix fort, d'autant plus fort que l'absence momentanée de ressources monétaires les oblige à accepter des taux usuraires parfois supérieurs à 100 %.

Mais c'est déjà là un des modes de captation du surplus que nous allons étudier maintenant.

III. MODALITÉS DE LA CAPTATION DU SURPLUS

L'analyse des modes de captation du surplus revient en fait à l'analyse des modes de dépendance. C'est en effet par l'établissement de liens de dépendance à leur propre profit, que certains individus ou groupes d'individus sont en mesure de drainer vers les positions qu'ils occupent au sein de la structure sociale, tout ou partie du surplus produit par la société. Ces liens de dépendance sont de deux ordres ; il existe :

— des liens de dépendance institutionnelle, eux-mêmes d'ordre politique, idéologique ou économique,

— des liens de dépendance communautaire ou/et personnelle, d'ordre économique et idéologique.

L'étude de ces divers liens de dépendance va nous permettre de comprendre les modes de reproduction de sociétés en contact asymétrique avec l'extérieur.

3.1. Les liens de dépendance institutionnelle.

Nous qualifierons ainsi les liens auxquels est soumise la société traditionnelle, et qui la transcendent (2) en étant admis ou subis par elle, parce qu'ils sont l'émanation et la représentation d'une domination extérieure (le pouvoir central, le colonisateur, voire même l'étranger blanc).

Nous avons déjà souligné, à propos de l'impôt, ce lien de dépendance politique, que son rôle était plus de faire naître un surplus que de l'accaparer. Au fur et à mesure que ce rôle s'amenuisait, avec la croissance des besoins monétaires, son paiement devenait signe de reconnaissance de la légitimité du pouvoir.

De même les redevances cultuelles, si elles permettent l'entretien d'institutions qui rendent des services (tel l'enseignement) mais qui dépensent aussi somptuairement, sont devenues signes de reconnaissance de la vérité révélée.

Mais l'un et l'autre de ces liens de dépendance ne tirent leur nécessité, donc leur existence, que de la soumission à un lien de dépendance institutionnelle d'ordre économique que nous avons appelé le quasi-salariat (3).

Le quasi-salariat est le lien de dépendance institutionnelle de caractère économique, autrement dit le rapport de production, que le capitalisme tend à généraliser dans

---

1. Du fait des dépenses monétaires obligatoires, qui toutes interviennent au moment de la récolte, en raison de la solvabilité des paysans à cette époque de l'année.

2. Au sens étymologique de : « qui est au-dessus, hors du domaine sensible ».

3. Cf. J. CHARMES : « Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique », § 2. *A paraître.*
Et : J. CHARMES : « Les effets d'une action de vulgarisation... » op. cit. tome III, pp. 44 à 49

les sociétés rurales du Tiers-Monde. Ce rapport de production réunit en effet sous une forme unique et transparente les deux sources de la réalisation de la plus-value coloniale et impérialiste, tout en sublimant la terre, en tant que lieu d'un rapport de propriété désuet : le quasi-salariat caractérise en effet un système de petite production marchande où le paysan petit producteur voit son revenu fixé et stabilisé par un double phénomène : d'une part l'achat de sa production à un prix fixe ou à évolution très lente par des organismes étatiques de stabilisation des cours (1) ; d'autre part l'utilisation forcée ou du moins orientée d'une partie de ce revenu fixe, en achats de biens d'équipement (de la bêche jusqu'au tracteur), de produits intermédiaires (engrais, insecticides...), de semences et même de services de vulgarisation, biens et services dont les prix ont tendance à augmenter au rythme de l'inflation des pays capitalistes. Un tel système de petite production marchande alimente donc le réservoir des produits primaires, tout en fournissant des débouchés aux services et produits manufacturés.

Finalement l'idéologie du développement qui n'hésite pas à jouer sur le réflexe nationaliste ou régionaliste (ethnique) a pour but principal l'entretien d'un tel circuit d'échange impérialiste. On pourra se faire une idée du poids d'un tel circuit sur la paysannerie, à propos d'une opération que nous avons eu l'occasion d'étudier : la SOMALAC (Société d'Aménagement du lac Alaotra) : au début des années soixante, cette société d'économie mixte a entrepris la mise en œuvre d'une réforme agraire dans la riche zone de riziculture du lac Alaotra, qualifiée de « grenier à riz de Madagascar ». Sur cette zone déclarée Aire de Mise en Valeur Rurale (AMVR), toute transaction foncière fut interdite, seule la SOMALAC ayant le droit de racheter l'ensemble des terres de la zone. Sans entrer dans les détails de l'opération, il convient de noter que le prix d'achat à l'ha était fonction de la qualité des terres et des rendements obtenus, ce qui a eu pour résultat une faible indemnisation de la petite paysannerie : de 5 à 10 000 FMG/ha, et une forte indemnisation des concessionnaires européens : outre l'effet déplorable provoqué chez les paysans, un tel prix allait leur rendre insupportable le prix de revente qu'ils allaient devoir payer sur 15 ans. Après aménagement (aplanissage, établissement d'un réseau hydraulique terminal, etc...), la SOMALAC redistribuait les terres par lots de 4 ha approximativement, moyennant une redevance annuelle de 740 kg de paddy par hectare (2). Sur 15 ans, à raison de 15 000 FMG la tonne, cela fait 10,6 tonnes × 15 000 FMG = 160 000 FMG/ha. Ce prix est censé couvrir d'une part les frais d'aménagement, estimés par la SOMALAC à 40 000 FMG/ha, d'autre part les frais financiers (3) et les frais d'encadrement : la charge annuelle de ces deux derniers postes s'élève donc pour chaque paysan attributaire de la SOMALAC à $\frac{160\,000 - 40\,000}{15}$ = 8 000 FMG/ha soit 32 000 FMG pour un lot de 4 ha : 8 fois l'impôt de capitation (4). Il est vrai que 4 ha de rizières sont censés rapporter un revenu

1. La détérioration des termes de l'échange est un phénomène bien connu, contre lequel Caisses de Commercialisation et de Stabilisation des cours ont essayé de lutter, en oubliant parfois que l'amélioration de la rémunération du producteur pouvait être un stimulant à la production : ainsi à Madagascar, où le riz est une culture d'exportation, mais aussi et surtout une culture vivrière, le B.C.S.R. (Bureau de Commercialisation et de Stabilisation du Riz), après avoir fait des bénéfices considérables en pratiquant des prix d'achat extrêmement bas, s'est vu contraint par le nouveau régime d'augmenter quelque peu ses prix en 1973.

2. En fait, 500 kg la première année, 650 kg la seconde année, 740 kg de la troisième à la quatorzième année, 570 kg la quinzième année, soit 10.600 kg au total.

3. Il s'agit des intérêts des emprunts passés par la SOMALAC auprès du système bancaire, afin d'entreprendre et de mener à bien ses activités.

4. Il ne faut pas perdre de vue à ce sujet, que le revenu rural moyen annuel est de 7.300 FMG par tête à Madagascar soit 36.500 FMG pour une famille moyenne de 5 personnes. Nettement plus élevé au Lac Alaotra, il est néanmoins insuffisant par rapport à la redevance qui implique souvent une ponction sur l'auto-consommation. (Population rurale en 1970 : 5.982.000. Revenu de l'Agriculture 30 milliards de FMG. Source : Annuaire statistique des Nations Unies 1973). Encore convient-il de noter qu'une éventuelle augmentation du prix du paddy payé au producteur ne pouvait alléger la redevance fixée en nature : ce qui ne manqua pas de soulever des problèmes en 1973.

conséquent. Nous verrons plus loin qu'en fait, un tel système a empêché les petits propriétaires — anciens paysans sans terre ayant bénéficié de la redistribution — de rentabiliser leurs exploitations, et les a précipités entre les mains de leurs anciens maîtres, ou de nouveaux maîtres.

Or, si d'aussi lourdes opérations n'ont des champs d'intervention que restreints, par contre rares sont les régions où l'on ne recense pas d'actions de développement rural. C'est dire qu'on ne saurait sous-estimer l'importance et le développement de ces nouveaux rapports de production marchands, dont la prise en compte permet de comprendre bien des situations concrètes dans les sociétés rurales du Tiers-Monde, notamment l'accélération du processus d'enrichissement et d'accumulation de la couche des paysans aisés et du processus de paupérisation et de prolétarisation de la couche des paysans pauvres.

3.2. Des liens de dépendance communautaire aux liens de dépendance personnelle : paupérisation et accumulation.

Nous avons déjà vu (1) comment, à partir du point d'équilibre population-ressources, les Anciens conservaient un avantage de caractère économique que leur position dans la structure sociale allait leur permettre de renforcer et de consolider. Bien entendu, affirmer que les Anciens constituent une couche aisée, alors que la jeune génération constituerait une couche pauvre, cela ne veut rien dire, car cela revient à repousser le problème au niveau de la génération suivante. D'une part, il existe une différenciation entre les Anciens, cela dès le départ de la lutte pour l'accumulation, et en raison des aléas démographiques ou des positions dans la structure sociale. Mais surtout, nous voulons dire que c'est au niveau des Anciens que va apparaître l'enjeu des luttes concurrentielles pour le pouvoir — économique notamment — qui vont impliquer toute la structure sociale dans une série d'activités et de stratégies où l'ostentation va occuper, en apparence, une place déterminante, mais où en réalité l'accumulation va prendre son essor : ce grain ne demandant qu'à lever sur l'humus constitué par les cendres ostentatoires.

Car à partir du moment où la rareté fait son apparition — rareté de la terre et donc rareté des subsistances — il y a peu de chances pour que se maintienne une répartition égalitaire (pondérée) des ressources dans la société : le déficit vivrier des uns, synonyme d'excédent de main-d'œuvre, va correspondre à un surplus chez les autres, surplus qui, monnayé contre la main-d'œuvre, va se développer sous l'effet de divers multiplicateurs. Pour donner naissance à une véritable accumulation qui pourra se perpétuer et se développer d'une génération à l'autre, ces effets multiplicateurs devront être supérieurs à l'effet de la croissance démographique. Cela signifie que pour être suffisants, c'est-à-dire pour être supérieurs à la limite en deçà de laquelle ils sont annihilés par la croissance démographique, ils devront être toujours plus nombreux et plus puissants : l'enjeu de la lutte sera donc de conquérir ces effets multiplicateurs, attributs de certaines positions dans la structure sociale : ceci ne peut évidemment se faire qu'au détriment de leurs anciens détenteurs, amenés à rejoindre le lot de ceux qui sont en voie de prolétarisation ; ici comme ailleurs, la concurrence engendre le monopole, ou du moins l'oligopole. Mais ces mécanismes qui prennent place dans le cadre de l'utilisation du surplus, seront étudiés ultérieurement (2). Pour l'instant, il s'agit de savoir quels sont les effets multiplicateurs, comment ils jouent, et de quelles positions ils dépendent dans la structure sociale. A cette fin, nous analyserons trois types de processus : la constitution d'une rente foncière et l'extension de son corollaire, le métayage ; le développement du salariat ; et enfin l'éclatement des lignages qui consacre et entraîne à la fois la paupérisation et l'accumulation.

---

1. Cf. § 22, p. 109 supra.

2. Cf. p. 124, § IV, infra.

3.2.1. *De la prestation lignagère à la redevance de métayage : constitution de la rente foncière.*

• **Constitution juridique de la rente foncière.** Dans la société lignagère, la qualité d'ancien se traduit par la réception de prestations de la part des subordonnés. Notamment ce sont les anciens qui contrôlent les produits vivriers, en assurant la redistribution directement ou par l'intermédiaire des hommes mariés.

De nos jours, le système a très sensiblement évolué : nous avons déjà vu comment était organisée la dévolution foncière : de son vivant, l'ancien — disons le père — distribue à ceux de ses fils qui ont pris leur indépendance (par le mariage) et constituent donc des familles restreintes, des superficies à peu près égales (1) : le reliquat doit permettre une répartition similaire à l'égard des enfants non encore indépendants (2) et laisse entre les mains du père une superficie supérieure à celle de chacun de ses enfants.

Or, tel est bien le système de prestations à l'égard des anciens : ce sont les enfants qui vont travailler la terre du père, ainsi que la leur propre : ils vont donc assurer les travaux agricoles sur les terres de l'ensemble du segment du lignage, et une partie de la production obtenue (celle qui correspond aux terres qui ne leur sont pas dévolues personnellement) reviendra au père. C'est donc par la répartition des terres que le père, et plus généralement l'ancien contrôle l'ensemble de la production vivrière sur sa descendance : ne lui revient sous forme de prestation que la production de la terre non encore distribuée. Or, il faut bien voir que ce système de prestation lignager, tel qu'il est observable actuellement dans les deux régions auxquelles nous nous référons, est un système de métayage qui apparaîtra sous sa forme véritable, lorsque les aînés (ou les anciens en pays Merina) (3) (4) vont procéder à l'immatriculation des terres au registre des domaines (5).

En effet, l'unité de la propriété est alors juridiquement conservée par l'aîné (ou l'ancien) jusqu'à sa mort : ce sont ses dépendants (ou ses descendants) qui travaillent la terre et lui versent non plus une prestation mais une redevance. Le cas le plus significatif et le plus flagrant d'une telle évolution nous est donné par l'histoire de l'immatriculation foncière à l'ouest du lac Alaotra, en pays Sihanaka : dans les années 1910-1920 y ont été délimités des périmètres de colonisation réservée aux concessionnaires européens et des réserves indigènes, assurant l'autosubsistance des Sihanaka qui y vivaient. Etant donné la riziculture très extensive et peu productive alors pratiquée en raison du faible niveau des forces productives chez les Sihanaka, ceux-ci ont pu craindre d'avoir atteint la frontière de l'équilibre population-ressources ; l'arrivée des colons européens, consécutive à l'ouverture de la ligne de chemin de fer Moramanga-lac Alaotra qui désenclavait la région, exacerba cette crainte ; et un certain nombre de chefs de lignage firent immatriculer en leur nom propre les terres de leur lignage : à supposer d'ailleurs que de diligents fonctionnaires du service des Domaines aient fait

---

1. En pays Merina, l'aîné de la première femme recevait traditionnellement une plus grande part. Venaient ensuite l'aîné de la seconde femme, le cadet de la première etc... Cette règle ne joue plus guère aujourd'hui, mais son observance sur plusieurs générations a en définitive assuré un avantage relatif décisif aux aînés de la branche aînée dès lors que l'équilibre population-ressources a été atteint.

2. Actuellement les filles sont également parties prenantes dans le patrimoine foncier.

3. Nous faisons une distinction entre anciens et aînés. Les « anciens » sont les membres de la classe d'âge supérieure : ceux qu'on appelle traditionnellement à Madagascar les *ray-amandreny*. Le concept d'ancien regroupe donc à la fois aînés et cadets de cette classe d'âge supérieure ; alors que le concept d'aîné, plus restrictif, ne regroupe que ceux des membres de cette classe d'âge qui ont droit à ce qualificatif du fait de leur primogéniture (jusqu'au chef de lignage).

4. La suite du texte éclairera la distinction géographique introduite entre pays Merina et pays Sihanaka.

5. Ce processus est en train de se généraliser en pays Mérina. Dans la cuvette du Lac Alaotra, il en est à son point terminal. L'installation des concessions européennes, puis la réforme agraire opérée par la SOMALAC l'avait rendu indispensable.

une enquête, tout membre du lignage ne pouvait que répondre : « cette terre est la terre du chef de lignage », la notion de propriété n'ayant guère de sens dans un tel contexte (1). Ainsi, en transformant les chefs de lignage — chefs de terre en propriétaires fonciers, l'enregistrement du Service des Domaines figeait en une structure latifundiaire un système foncier lignager qui était loin d'avoir ce caractère : la prestation allait pouvoir y devenir véritablement une redevance de métayage et la rigidité du système s'accentuait jusqu'à atteindre une situation conflictuelle latente vers les années 60, et susciter ou justifier une tentative de réforme agraire (2).

C'est un processus tout différent que l'on peut observer en pays Merina sur les Hauts Plateaux centraux : *la colonisation européenne a suscité au lac Alaotra l'évolution* que nous savons, alors que les lignages, le pouvoir lignager et son idéologie étaient encore fortement structurés. En l'absence de colonisation agricole européenne, la tendance à l'immatriculation n'est intervenue que beaucoup plus tard sur les Hauts Plateaux de l'Imerina, où elle n'a d'ailleurs pas encore atteint son point terminal, et, surprenant les structures lignagères en état de décompositon avancée (sous l'influence notamment de la surpression démographique induite), *elle n'a suscité qu'une structure* minifundiaire, clairsemée de latifundia : ceux-ci furent constitués par certains chefs de lignage nobles (Andriana), proches de l'Administration coloniale ou post-coloniale, qui ont ici également et parfois de longue date immatriculé des superficies considérables : la transition à la rente foncière a alors été immédiate et claire du fait de l'absentéisme de ces propriétaires nobles, occupant généralement des emplois urbains dans l'Administration ou les professions libérales. Ce cas est *néanmoins relativement rare et, en* tout état de cause, n'atteint pas l'amplitude du phénomène que nous avons décrit pour le lac Alaotra. Pourtant en pays Merina aussi, la tendance à la constitution d'une rente foncière existe bel et bien, mais le processus y est de nature différente.

● **Constitution naturelle de la rente foncière.** Le morcellement extrême de la toute petite *propriété foncière, que ce soit au sein d'une structure* elle-même minifundiaire (région des Hauts Plateaux centraux), ou autour d'une structure latifundiaire (Alaotra) (3), va évidemment entraîner une concentration de la terre au profit des plus gros propriétaires. Il s'agit donc de savoir comment la grande propriété va pouvoir absorber la petite propriété parcellaire, alors que l'idéologie lignagère interdit toute vente de terre.

Lorsque la terre reçue en héritage ne suffit pas à subvenir aux besoins de première nécessité, le chef de famille va faire appel aux services du commerçant-usurier (4).

Selon l'importance du déficit vivrier, qui peut intervenir plusieurs mois avant la récolte, il sera demandé au commerçant une certaine quantité de riz, remboursable à la récolte suivante, par une quantité couramment double (5). La logique du marché

---

1. Il convient de signaler que les préparatifs de l'opération SOMALAC ont eu pour conséquence de susciter une vague semblable d'immatriculations, vers les années 60.

2. Dans des conditions à peu près similaires, le figement de la structure foncière dans la plaine de Marovoay (Majunga) a donné naissance non seulement à un système de métayage, mais aussi à un système de *sous-métayage généralisé : les chefs de lignage distribuant le* domaine à leurs dépendants directs (les cadets de leur propre génération), ces derniers les redistribuent à leurs propres dépendants. Ce n'est là cependant qu'un aspect d'une réalité foncière que nous étudierons ultérieurement (en même temps que l'opération du Lac Alaotra). Une telle évolution ne semble pas avoir existé au Lac Alaotra où P. OTTINO ne note le sous-métayage que pour mémoire en 1960 (P. OTTINO : « Notables et paysans sans terre de l'Anony (Lac Alaotra) » *Cahiers de l'ISEA*, n° 160, V8 - avril 1965).

3. *Toutes les terres lignagères n'ont pas été immatriculées* selon le processus que nous avons décrit, et autour des grands domaines, subsistait une petite propriété comparable à celle que nous examinons maintenant.

4. Généralement de nationalité chinoise ou pakistanaise. Dans les régions de colonisation européenne (Alaotra-Marovoay), ceux-ci sont eux-mêmes de grands propriétaires fonciers.

5. 1 kg de paddy se transforme ainsi en 2 kg, soit un intérêt de 100 % sur les quantités. En valeur, sur un marché légalement ou illégalement libre, le prix peut doubler entre la *période de récolte et la période de soudure : le remboursement de la valeur empruntée* se fait donc à l'identique, mais en monnaie (le paddy) dépréciée de 50 %.

jouant toujours dans le même sens, un tel intérêt usuraire se traduit par une aggravation constante du déficit vivrier et un allongement continuel de la période de soudure. Bien entendu, il ne sera pas attendu la dernière extrêmité pour tenter de trouver une solution. Mais il est évidemment impossible de faire croître les revenus monétaires tirés du salariat, des migrations saisonnières ou même temporaires, au rythme d'une progression géométrique (1). Le taux d'endettement va donc s'accroître à un rythme très rapide, la terre constituant le gage ultime (2). Or, dans la mesure du possible, le débiteur s'efforcera de ne pas faire jouer ce gage au profit de son créancier : avant que celui-ci ne réclame la réalisation du gage, et pour éviter que la « terre de ses Ancêtres » ne tombe entre les mains d'un étranger à la communauté lignagère, le débiteur s'efforcera de trouver un acquéreur au sein de son lignage, ou au moins dans la communauté de lignages alliés (3) (4), acquéreur susceptible de le garder comme métayer : or ce sont les aînés (et non plus seulement les anciens) qui occupent la position stratégique d'acheteurs potentiels. Même si à l'origine (c'est-à-dire lorsque apparaît la rareté de la terre), leur domaine n'est guère plus étendu que celui de leurs dépendants (5), le pouvoir idéologique dont ils disposent leur permet de mobiliser une main-d'œuvre importante, non plus directement sous forme d'un travail d'entraide que contestent les dépendants (6), mais indirectement par le prélèvement de la prestation qui leur est due (7) et qui s'est monétarisée ; les dépendants ont alors recours au salariat, ou aux travaux temporaires ou saisonniers rémunérés (6). Or, le nombre et la valeur de ces prestations seront d'autant plus forts que le lignage sera étendu et que le processus de prolétarisation sera avancé : ainsi, en fin de compte, le mécanisme d'évolution régressif de la société lignagère (8) s'inverse au profit des aînés, qui se constituent en classe de petits et moyens propriétaires fonciers : une classe dont la conscience va se traduire par la transformation de l'idéologie lignagère à son profit.

Parallèlement se crée une classe de paysans sans terre : ces métayers exercent souvent et complémentairement des emplois de salariés agricoles et de petits marchands à la sauvette, quand ils ne finissent pas par aller grossir le flot des chômeurs urbains. Car si, à l'origine, le métayage est purement familial, ou au moins lignager, il tend peu à peu à déborder les frontières de la parenté et à faire éclater les liens de solidarité inhérents à l'idéologie de la parenté. Ce débordement se fait par l'intermédiaire de la fraternité de sang, parenté fictive que doit souscrire le postulant-métayer, étranger au lignage (9). Antérieurement même, un tel débordement avait résulté de l'abolition de l'esclavage. Cette mesure qui date de 1896, avait eu finalement un résultat qui devait devenir par la suite complémentaire de celui obtenu par la transformation du chef de

---

1. Progression géométrique de raison 2, au minimum.

2. En droit foncier coutumier malgache le créancier gagiste met en valeur la terre et en perçoit les fruits jusqu'à complet remboursement de sa créance.

3. Les lignages alliés sont ceux entre lesquels s'effectuaient traditionnellement l'échange des femmes.

4. Lorsque la terre est de faible rendement, la règle lignagère est jetée par dessus bord par les acheteurs potentiels (pour lesquels c'est un devoir d'acheter, afin de conserver le patrimoine des Ancêtres) : c'est dans de telles conditions — fort médiocres — que les anciens esclaves *(Andevo)* devenus métayers, peuvent accéder à la propriété. Il faut toutefois tempérer cette remarque : en effet, les terres marginales ont pu être défrichées à des dates relativement récentes, et ne pas être considérées comme des terres lignagères, au même titre que les autres ; toujours est-il que l'idéologie lignagère n'entre jamais en contradiction avec l'intérêt des aînés.

5. Nous avons déjà dit cependant (cf. supra p. 100 note 1) que l'avantage relatif dont ils peuvent bénéficier, est parfois décisif.

6. Cf. § 322 p. 120.

7. Idéologiquement, mais aussi en tant qu'obligation morale, en échange du service que constitue le rachat de la terre, et l'octroi éventuel de la charge de métayer.

8. Cf. § 22 p. 109.

9. Le paternalisme qui préside souvent aux relations entre propriétaires et métayers prend donc tout son sens dans son origine même.

la terre en propriétaire foncier : en transformant les esclaves en hommes libres, elle les faisait métayers de leurs anciens maîtres (1).

Le processus de concentration de la terre que nous venons d'analyser diffère — tout en étant complémentaire — du mécanisme de constitution juridique de la rente foncière : la rente foncière y joue évidemment sur une échelle beaucoup plus réduite que dans la structure latifundiaire. Dans nombre de cas, les progrès enregistrés au cours d'une génération, s'ils n'ont pas été suffisants, seront complètement annihilés au cours de la génération suivante : pour devenir cumulatifs, ces progrès dans l'extension de la rente foncière doivent dépasser un certain seuil qui ne pourra être atteint que par la prolétarisation toujours plus étendue des dépendants, c'est-à-dire par l'éclatement des relations de parenté au bénéfice de la constitution de clientèles d'obligés dont la seule ressource sera de vendre leur force de travail. En fin de compte, la rente foncière va se concentrer entre les mains des aînés et des chefs de lignage. Très lent aux débuts, et sans cesse remis en cause, puis de plus en plus rapide à partir d'un certain seuil, un tel processus « naturel », poussé jusqu'à son aboutissement logique, aura finalement un résultat identique à celui de la constitution juridique de la rente foncière. La seule différence étant que, dans ce dernier cas, l'histoire aura fait l'économie d'une étape et aura considérablement accéléré le processus d'évolution sociale. Car la structure socio-économique actuelle de la région du lac Alaotra nous montre que la rente foncière y est déjà mise en concurrence avec un capitalisme agraire naissant.

• **Emergence du capitalisme agraire : le cas de la région du lac Alaotra** (2). Il convient de préciser ici que les tendances d'évolution que nous allons décrire ne sont pas « naturelles » : on peut penser qu'elles ont été largement induites par la tentative de réforme agraire que représente la SOMALAC ; mais dans la mesure où cette réforme agraire a elle-même été provoquée par la structure sociale fortement asymétrique qui prévalait dans la région et les conflits sociaux latents qui en résultaient, l'originalité de l'entreprise ne doit pas cacher la généralité de l'évolution dans laquelle elle prend place.

Or, la structure socio-économique, telle qu'elle ressort d'une étude réalisée en 1962-63, à partir des données du Comité d'Aménagement et de Mise en valeur du lac Alaotra (CAMVAL), était la suivante (3).

54,4 % des familles n'avaient pas de terre,
3,8 % étaient propriétaires de 0 à 1 ha (0,7 % de la superficie),
24,4 % étaient propriétaires de 1 à 5 ha (20,8 % de la superficie),
9,6 % étaient propriétaires de 5 à 10 ha (21,7 % de la superficie),
7,8 % étaient propriétaires de 10 ha et plus (56,8 % de la superficie).

La redevance de métayage due aux propriétaires fonciers variait de 1/3 à 1/2 et même 2/3 de la récolte, selon les termes stipulés dans les baux.

---

1. Même lorsque la terre est libre, par exemple en Antsihanaka, les méthodes de culture sont si extensives qu'elles demandent un cheptel important : c'est grâce à ce cheptel que les maîtres vont récupérer la force de travail de leurs anciens esclaves. Cf. LONGUEFOSSE : « L'Antsihanaka, région du Lac Alaotra à Madagascar », *in Bulletin Economique de Madagascar*, 3e et 4e trimestres 1922, p. 242 : « les esclaves qui avaient d'abord tous quitté leurs maîtres, réduisant ceux-ci à la ruine (certains en possédaient 200), se rendirent rapidement compte que sans bœufs, sans argent pour en acheter, ils ne pourraient que mourir librement de faim ; ils revinrent peu à peu auprès de leurs anciens propriétaires et l'esclavage reprit sous une forme à peine déguisée ». C'est-à-dire sous la forme du métayage. De la même façon les effets de la réforme agraire entreprise à partir de 1960 ont été très mitigés : ce n'est plus le cheptel, mais le tracteur qui permet désormais aux maîtres de reconstituer leurs clientèles d'obligés (cf. *infra* p. 119).

2. Cf. J. CHARMES : « Evolution des modes de faire-valoir... » op. cit.

J. CHARMES : « Métayage et capitalisme agraire... » art. cit.

3. Cf. SCET-Coopération, 1963. « Lac Alaotra - Etude des périmètres Anony-Sahamaloto », p. 74 et s. Echantillon portant sur 19 villages, soit 2 932 familles et 8 961 ha, du Nord-Ouest du Lac.

Bien qu'intervenant dans une économie se disant et se voulant libérale, la réforme agraire, appliquée à partir de 1960 et surtout 1963, a brutalement stoppé le processus d'absorption de la petite propriété (catégories de 0 à 1 et de 1 à 5 ha) par la grande propriété foncière (catégories de 5 à 10 ha, et de 10 ha et plus). On a assisté depuis lors à un gonflement des effectifs pour les exploitations de 0 à 5 ha (1), mais aussi de 5 à 10 ha, au détriment des exploitations de plus de 10 ha, cependant que le nombre des paysans sans terre diminuait sensiblement : sur l'ensemble des périmètres aménagés, 30 % des lots redistribués l'ont été à d'anciens paysans sans terre (2). Incontestablement la rente foncière a été mise en échec et son expansion bloquée : nous avons pu en apporter la preuve, non pas par une statistique des superficies mises en métayage qui restent très importantes (3), mais par la comparaison de 3 indices : le taux de métayage « m », le taux de la rente foncière (rapport du taux de métayage à la part relative du propriétaire dans les frais de production :

$$1 + r = \frac{m}{a/a + b}$$

cet indice mesure l'écart qui existe entre la règle du partage de la récolte = taux de métayage, et la règle de partage des frais de production), et enfin le prix de location de la terre, somme fictive qu'il faut ajouter à l'apport effectif du propriétaire, pour que les frais de production soient partagés dans la même proportion que la récolte :

$$\times \text{ tel que } r = O \text{ dans } 1 + r = \frac{m}{a + \times/a + b + \times}$$

On constate que les changements intervenus dans les conditions de métayage (évaluées à prix constants) ont été tels que :

— Antérieurement à 1960-63, taux de métayage et prix de location de la terre évoluaient en sens inverse du taux de la rente ; cela signifie que pour s'appliquer sur une base plus large (les 2/3 de la production au lieu du tiers), la rente doit diminuer en taux. L'augmentation du prix de location de la terre prouve simplement que le supplément d'apport réel du propriétaire n'est pas proportionnel à l'augmentation du taux de métayage : c'est le prix de location de la terre (apport fictif) qui est chargé de combler ce vide.

— De nos jours au contraire, pour un taux de métayage devenu constant (1/2), prix de location de la terre et taux de la rente évoluent dans le même sens. Cela signifie que plus l'apport réel du propriétaire s'accroit en valeur absolue et en valeur relative, plus le taux de la rente décroit. Or le sens de cette proposition n'est pas indifférent : si en effet, à taux de métayage constant, on observe une diversité des taux de rente, *on peut dire que cette diversité est un indice de la baisse tendancielle* du taux de la rente ; car la simultanéité de la baisse du prix de location de la terre et du taux de la rente prouve une concurrence entre rentiers fonciers et un rapport de forces favorable aux métayers, et cela d'autant plus que l'apport réel du propriétaire augmente tandis que baisse le prix de location de la terre. Dès lors, les cas de taux de rente élevés ne sont plus que des survivances qui n'ont pu se maintenir qu'à travers un paternalisme suranné.

Mais si, comme nous venons de le montrer, la rente foncière est effectivement en régression du fait de l'intervention de la SOMALAC, comment expliquer que le métayage n'ait pas significativement diminué. C'est qu'en fait est apparue, à côté du métayage traditionnel que nous venons d'analyser, une nouvelle forme de métayage, semblable

1. Le lot redistribué par la SOMALAC en location-vente étant en moyenne de 4 ha.

2. Notons toutefois que ce dernier chiffre est nettement plus faible sur les périmètres Nord-Ouest où prédominait la grande propriété foncière, et où prend naissance actuellement le capitalisme agraire.

3. Le métayage reste le phénomène dominant dans la région.

à l'ancienne en apparence, mais en réalité différente quant à sa nature : le capitalisme agraire qui concurrence la rente foncière sur son terrain même, mais avec des armes différentes. Par une de ces répétitions dont l'histoire a le secret, mais dont la clé se trouve en réalité dans la conscience que les groupes dominants ont de leurs intérêts, la réforme agraire a en effet eu des résultats comparables à ceux de l'abolition de l'esclavage en 1896. De même que, « sans bœufs, et sans argent pour en acheter », les esclaves devenus hommes libres n'avaient eu d'autre recours que de se faire métayers de leurs anciens maîtres, de même une soixantaine d'années plus tard, les métayers-paysans sans terre (1), devenus propriétaires-attributaires de la SOMALAC, sans bœufs, sans charrue, et évidemment sans tracteurs, se trouvent dans l'incapacité de mettre en valeur le lot de 4 ha qui leur est imparti et sont obligés de se soumettre aux conditions que leur imposent les propriétaires du capital d'exploitation.

Que s'est-il passé en effet ? La possession d'un capital d'exploitation adéquat était effectivement un des critères d'attribution parmi d'autres (notamment l'ancienneté de l'établissement dans la région), mais il est bien évident qu'il ne pouvait s'agir là d'un empêchement dirimant, faute de quoi la réforme agraire n'eut été qu'un simulacre. On avait pensé que les travaux à façon consentis par la SOMALAC à des prix raisonnables, mais surtout l'organisation de pré-coopératives qui pourraient acquérir du matériel en commun, permettraient de dépasser un tel obstacle. Mais tandis que les notables s'emparaient des postes-clés dans les pré-coopératives et y bloquaient toute action contraire à leurs intérêts, l'endettement cumulatif issu des pratiques usuraires liées à la soudure n'avait pas disparu, étant donné que rien n'avait été prévu pour le faire disparaître : car, les crédits de faisance-valoir ou d'achat de matériel consentis par le système bancaire (relayé par la SOMALAC), s'ils permettent de démarrer sainement la première campagne agricole, ne peuvent en aucun cas éponger l'endettement antérieur. Le terrain n'étant pas vierge, l'action entreprise risquait de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau (2). Et par un renversement de situation qui traduit en fait un renforcement de la situation asymétrique antérieure, les nouveaux petits propriétaires-anciens métayers, se virent contraints, en grand nombre, de faire appel à des métayers : mais des métayers d'une autre nature ; des métayers possédant troupeaux et tracteurs, des métayers qui peuvent dicter les conditions du contrat.

Ainsi s'explique la contradiction relevée plus haut, entre la régression de la rente foncière et l'extension constante d'un métayage aux conditions plus favorables pour le métayer.

En effet, sous l'influence d'une législation de réforme agraire, la terre a cédé le pas au capital d'exploitation en tant que vecteur de domination et de constitution de clientèles d'obligés. Et, d'une manière générale, la rente foncière a pu nous apparaître comme régressive : la position de métayer, lorsqu'elle est occupée par un entrepreneur de travaux est *en effet devenue une position dominante. Il convient de signaler pourtant* que les capitalistes agraires ne sont pas en général (3) les plus importants des anciens rentiers fonciers. Il est d'ailleurs symptomatique que le capitalisme agraire soit en plein essor sur le périmètre de Sahamaloto qui connaît la mécanisation la plus intense (80 tracteurs), alors qu'il est encore peu développé sur l'Anony (42 tracteurs). Cette différence de comportements entre les gros propriétaires de l'Anony et ceux de la Sahamaloto a vraisemblablement des raisons historiques, notamment en ce qui concerne la formation de la propriété foncière (4). Et il est frappant de constater que cette

1. Le parallèle que nous établissons ici, ne signifie pas que les métayers de 1960 sont tous des descendants des esclaves de 1896.

2. C'est là une condition préalable à toute action en profondeur : le cas de l'opération « Frères du Monde », en Equateur, où les dettes des paysans pauvres sont rachetées aux propriétaires fonciers-usuriers, le montre bien. (Cf. « Le Monde » des 1, 2, 3 et 4 septembre 1974).

3. *Il existe cependant des exceptions notables.*

4. En particulier, nous pressentons — mais sans pouvoir en apporter la preuve — qu'il y a, de la part des capitalistes agraires, une sorte de revanche historique sur ceux qui firent tourner à leur profit le processus de constitution juridique de la rente foncière (Cf. p. 114).

dissymétrie régionale nous offre une image à la fois historique et instantanée de la société rurale de cette partie du lac. D'un côté (Anony), une rente foncière régressive et réactionnaire tentant désespérement de récupérer ses anciens privilèges : un certain nombre de gros propriétaires de l'Anony ont en effet piqueté et labouré leurs anciennes propriétés, à la fin de 1972, profitant d'une situation politique confuse, liée au changement de régime : de l'autre côté (Sahamaloto), un capitalisme agraire dynamique et entreprenant, qui serait capable de reconstituer la grande propriété foncière sur une base beaucoup plus large, si la législation n'interdisait les transactions foncières. Car c'est finalement dans cette indéniable aptitude du capitalisme agraire à reconstituer une situation de domination économique que réside le problème : le développement du capitalisme agraire laisse entrevoir en effet un processus corrélatif de désinvestissement et d'endettement chez les petits attributaires qui se trouvent ainsi jetés dans les bras de leurs patrons-métayers-tractoristes.

Ainsi, en moins d'un demi-siècle, les rapports de production lignagers, fondés sur la parenté, cédaient la place, au lac Alaotra tout au moins, à des rapports de production réellement capitalistes. Certes, une telle évolution n'a pas été spontanée : la colonisation agricole européenne d'abord, la réforme agraire ensuite, ont largement accéléré dans cette région un processus d'évolution naturellement plus lent, ainsi que nous pouvons l'observer sur les plateaux de l'Imerina, où une rente foncière se constitue difficilement mais irréversiblement, dans l'éclatement des structures lignagères et notamment le développement du salariat.

3.2.2. *De l'entraide au salariat et aux travaux rémunérés à l'extérieur : apparition d'un marché du travail et monétarisation de la prestation lignagère* (1).

L'éclatement de la petite propriété foncière, en faisant apparaître un sous-emploi rural, libère une force de travail considérable : d'un côté en effet, la terre familiale devient trop restreinte pour assurer le plein emploi de la totalité de la force de travail familiale ; d'un autre côté ce rétrécissement empêche l'unité familiale de subvenir à ses besoins nécessaires, ce qui pousse la force de travail sous-employée à s'offrir sur le marché du travail. Des plus réduits au départ, ce marché du travail est principalement extérieur à l'agriculture, au moins régionalement. Car dans un premier temps, la concentration de la propriété de la terre corrélative à la paupérisation des petits propriétaires se traduit par une concentration de l'exploitation agricole, tous les petits propriétaires prolétarisés n'étant pas repris comme métayers. Mais dans un second temps, la prolétarisation frappant un nombre toujours plus grand de petits exploitants, un marché du travail tend à apparaître localement, dans les conditions que nous allons examiner maintenant.

● **Le passage des formes d'entraide au salariat.** Dans le mode de faire-valoir lignager, comme dans le mode de faire-valoir par métayage, le système de prestation en travail est tel qu'il peut ne pas suffire à la mise en valeur de la terre, notamment lors des pointes du calendrier cultural, c'est-à-dire au moment du repiquage et de la moisson du paddy. Dans nombre de contrats de métayage, la charge de ces deux opérations culturales revient généralement au propriétaire (2).

Dans le système lignager, ce sont les moments privilégiés de l'appel à l'entraide-*findramana*, entraide-don de travail. Or, à cet appel, les répondants seront d'autant plus nombreux que celui qui le lance sera haut placé dans la hiérarchie lignagère (3). Et, de même que la transformation de la prestation lignagère en redevance de métayage traduit le passage de formes de dépendance communautaire à des formes de dépendance personnelle, de même l'entraide-don de travail va évoluer vers le salariat, traduisant là

---

1. Nous étudierons cette phase du processus, principalement à partir de la société rurale de l'Imérina, où l'éclatement des structures lignagères, plus lent et plus progressif, est sans doute plus facile à observer.

2. Parfois la moisson est partagée entre propriétaire et métayer.

3. Le plus haut étant l'aîné de la branche aînée.

encore un éclatement des lignages en unités individualisées. Car, si la prestation lignagère — sous la forme de redevance de métayage — apparaît comme un prix de location de la terre, par contre le travail de l'entraide apparaît, lui, comme étant sans contrepartie (hormis le repas qu'offre l'Ancien à ses invités). Il en résulte un désintérêt des travailleurs à l'égard de cette institution. Or, face à ce désintérêt la demande de travail de la part des anciens a tendance à augmenter, car la production pour le marché (et surtout le marché usuraire de la soudure) fait naître chez eux un « appétit dévorant » de travail : outre le fait que l'appel au salariat permet d'accroître considérablement l'offre de travail, il apparaît que la rémunération monétaire du salarié revient moins cher que le coût réel du travailleur de l'entraide (1) ; en effet, les prestations en travail dans le cadre du *findramana* font l'objet d'une stricte comptabilité de la part des anciens : si un ancien dispose d'une main-d'œuvre de 5 dépendants de la part d'un de ses pairs, il doit être susceptible de rendre cette force de travail, dès que son pair y fera appel et même au-delà s'il est l'obligé de plus haut que lui dans la hiérarchie lignagère ; en réalité, le coût du travailleur de l'entraide doit donc comprendre, outre le prix de sa nourriture, son coût d'opportunité dont le niveau se situe entre le prix de sa nourriture (soit la rémunération d'une journée de travail d'entraide), et tout ou partie (selon l'intensité de la captation par l'ancien) du salaire agricole journalier et même parfois une rémunération supérieure. Etant donné que le passage au salariat est lui-même revendiqué par les dépendants (notamment en raison du fait que le salaire journalier est plus élevé que le prix de la nourriture fournie) il n'y a donc plus aucun obstacle, pas même idéologique (2) à ce qu'il se généralise.

Les mêmes raisons qui ont présidé au passage de l'entraide-don de travail au salariat, sont présentes pour justifier le transformation similaire de l'entraide-échange de travail. Dans cette forme d'entraide, appelée *valin-tanana,* l'échange de travail se fait directement entre subordonnés, afin de mettre en valeur la terre dont le produit leur est effectivement dévolu ; alors que dans le *findramana,* c'étaient les Anciens qui s'échangeaient entre eux la force de travail de leurs subordonnés. Or, le *valin-tanana* ne tend à subsister que lorsque l'argent est rare : c'est en effet dans les couches les plus prolétarisées de la paysannerie que cette forme d'entraide se maintient avec le plus de vigueur (3), sans même changer de nature lorsque sa forme se monétarise sous l'effet de la redistribution qui intervient par l'intermédiaire du *findramana ;* mais même dans ce cas, l'opportunité de travaux à l'extérieur mieux rémunérés entraîne une relative désaffection à l'égard du *valin-tanana ;* ainsi pour pouvoir effectuer la migration saisonnière qui les conduira au lac Alaotra à la moisson, certaines familles des hauts plateaux centraux auront tendance à utiliser le salariat sur leurs propres terres, se libérant ainsi des contraintes de l'échange de travail. En d'autres termes par la monétarisation de l'échange de travail (dans le *findramana* tout comme dans le *valin-tanana),* le devoir de rendre le travail reçu cesse d'être obligatoire et disparaît notamment devant toute opportunité de travail mieux rémunéré : les bénéficiaires de telles opportunités font tourner à leur avantage des termes de l'échange plus favorables aux travaux à l'extérieur qu'au salariat local. Car en fin de compte et sous l'influence de la surpression démographique, c'est essentiellement en dehors de l'agriculture (de l'agriculture locale du moins) qu'ont été cherchées les solutions au problème de la soudure, ou plus généralement au problème des besoins monétaires. Mais dans quels secteurs, et pour quels emplois ?

● **Les travaux rémunérés à l'extérieur.** Ne pouvant trouver au sein de son propre système agricole la possibilité de satisfaire ses besoins monétaires, artificiels puis

---

1. On peut calculer que la rémunération en nature (repas des travailleurs du *findramana*) revient en *apparence* 3 fois moins cher que la rémunération monétaire des travailleurs salariés (Cf. J. CHARMES : « Les effets d'une action de vulgarisation... » op. cit. tome II p. 73 et tome III p. 27). Mais le coût *réel* de l'entraide est supérieur à celui du salariat.

2. Mais l'idéologie ne tient pas lorsqu'elle entre en contradiction avec l'intérêt général des Anciens et des « cadets » tout à la fois. Cf. J. CHARMES : « Les blocages socio-culturels en tant que manifestations de rapports de domination ». Op. cit.

3. *Cf.* J. CHARMES : « *Processus de stratification sociale...* », *art. cit. pp. 78-79 et infra.*

naturels, c'est dans les migrations saisonnières ou temporaires que la paysannerie des hauts plateaux centraux a essayé de trouver les ressources monétaires qui lui faisaient défaut. En dernier ressort, c'est là que se trouve l'origine de la désagrégation des structures de l'entraide.

Dès les débuts de la colonisation agricole européenne au lac Alaotra, les colons nouvellement installés et qui s'étaient vu concéder des superficies parfois considérables, procédèrent à des recrutements de main-d'œuvre en Imerina (1) pour les opérations de repiquage et de récolte. Rapidement l'ampleur de ces migrations organisées s'accrut, et l'on recrute aujourd'hui des travailleurs jusqu'en pays Betsiléo : voyage aller-retour en train ou en taxi-brousse, et logement étant assurés par l'employeur, le salaire perçu par ces travailleurs est couramment le double de celui pratiqué sur les hauts plateaux : comme ces travaux n'interfèrent pas avec ceux du terroir d'origine en raison du décalage des calendriers culturaux, ils sont très prisés par la petite paysannerie pauvre (2) qui pouvait ainsi payer l'impôt (3). Il faut remarquer d'ailleurs que ce sont ces migrations saisonnières qui sont à l'origine de migrations définitives de paysans des Plateaux autour du lac Alaotra (4) : d'abord métayers des colons européens qui mettaient ainsi en valeur leurs concessions par le biais de ce mode de faire-valoir indirect, beaucoup défrichèrent eux-mêmes des terres dans les « réserves indigènes », ou établissant des « fraternités de sang » avec des propriétaires Sihanaka, devinrent leurs métayers.

En dehors des possibilités d'emplois qu'offre l'agriculture, hors des plateaux centraux principalement, et plus généralement le secteur primaire (emplois de scieurs), c'est en ville, et surtout dans le secteur tertiaire que la quête de l'argent cherche à s'effectuer : la région de Manjakandriana fournit en particulier d'importants contingents de marchands ambulants qui sillonnent toute l'Ile durant la saison sèche et dont certains ont pu parfois devenir propriétaires de magasins dans l'une des grandes villes de la Côte. Ces petits métiers, qui bien souvent sont analysés comme étant du « chômage déguisé », alimentent en réalité en argent frais des circuits ruraux traditionnels où malgré sa rareté, l'argent joue désormais un rôle important, notamment en contribuant à consacrer l'idéologie lignagère en idéologie de classe.

● **Constitution de l'idéologie lignagère en idéologie de classe.** L'importance des migrations temporaires qui ont tendance à devenir pluri-annuelles et parfois même définitives, est due à l'inadéquation croissante entre la superficie du terroir et la population qui y vit : inadéquation largement induite, comme nous l'avons vu, par les politiques de destructuration. Or il est bien évident que ces migrations constituent l'un des nombreux aspects (5) de l'éclatement des lignages. On pourrait en citer bien d'autres, notamment le développement du mariage uxorilocal, dû à la parcellisation foncière extrême qui pousse le couple à se fixer au lieu du patrimoine foncier le plus important ; nous verrons également (6) la multiplication des unités cérémonielles et des tombeaux.

Mais les migrations, en inoculant au sein de la communauté lignagère un flux monétaire dont les effets ne peuvent plus être considérés comme délétères, vont avoir une conséquence remarquable sur le processus de stratification sociale en cours : la manière dont le flux monétaire est accaparé (au moins partiellement) par les anciens, va en effet accélérer la différenciation. Nous avons déjà vu comment la prestation aux aînés avait pu se transformer en redevance de métayage : or tous les dépendants

---

1. A l'origine dans la région de Manjakandriana, région des Plateaux la plus proche du Lac Alaotra auquel elle est reliée par le chemin de fer.

2. Il apparaît que nombre de ces migrants saisonniers sont des paysans sans terre, ou propriétaires de parcelles minuscules.

3. Le travail d'une saison permet largement d'atteindre cette somme.

4. Par contre les migrations définitives organisées vers le Moyen Ouest dans le cadre d'une politique agricole entreprise au niveau de la Province de Tananarive dans son ensemble, ne semblent guère couronnées de succès.

5. Et à un certain niveau d'analyse, l'une des nombreuses causes.

6. Cf. p. 125 et p. 132.

ne deviennent pas métayers ; le métayage accroît en effet la rareté de la terre puisqu'il faut théoriquement une superficie double (si le métayage est à moitié) pour assurer l'auto-subsistance d'une famille. On assiste dans ces conditions, au sein des segments de lignage, à l'organisation des migrations, la terre restant, en propriété ou en métayage, entre les mains d'un seul individu. Or les dépendants qui partent ainsi peuvent en général disposer d'une fraction de la production (1) qui leur est octroyée par les anciens : disposition qui n'est finalement que la contrepartie de la prestation due aux anciens et que les migrants prennent sur leurs gains monétaires.

Ainsi lorsqu'elle n'a pas été transformée en redevance de métayage, la prestation aux aînés s'est monétarisée : les anciennes positions dominantes dans les rapports lignagers sont désormais devenues les pôles d'attraction du surplus agricole et du surplus monétaire (2). Dans le processus de constitution naturelle de la rente foncière, le pouvoir d'achat des aînés s'en trouve accru, cependant que le remplacement progressif des relations de parenté par des relations de voisinage au sein de la communauté villageoise facilite la généralisation de l'usure et développe considérablement la valeur du surplus agricole accaparé.

La transformation de la prestation lignagère en redevance de métayage, et sa monétarisation font que les Anciens, et particulièrement les aînés, sont économiquement les acheteurs potentiels de la terre, alors que idéologiquement ils en sont les acheteurs privilégiés : ils sont donc les artisans du regroupement foncier dont ils sont aussi en fin de compte, les bénéficiaires presque exclusifs.

Or, non seulement l'idéologie et les structures lignagères favorisent objectivement cette concentration de la terre, accélérant ainsi le processus de différenciation sociale, mais encore leur réinterprétation prouve que leur mutation en idéologie et structures de classe est organisée — consciemment ou inconsciemment — par les aînés. La stratégie du *lova tsy mifindra*, mariage préférentiel « qui ne disperse pas l'héritage) », en est un exemple flagrant (3).

Traditionnellement, le *lova tsy mifindra* désigne un mariage par échange de sœurs au sein d'un même lignage ; il a pour but de sauvegarder l'intégrité du patrimoine foncier lignager, ou d'en assurer l'extension : il n'intervient donc que lorsqu'il y a rareté relative de la terre, et dans des lignages suffisamment étendus pour que leur dynamisme démographique ne soit pas remis en cause : ce type de mariage apparaît donc comme un palliatif des conséquences du déséquilibre population-ressources, à savoir la désagrégation du patrimoine foncier et la destructuration des lignages (4). En tant que simple palliatif, le développement du *lova tsy mifindra* est resté très limité dans le cadre lignager, mais à l'heure actuelle on constate qu'il se développe hors de ce cadre restrictif, entre familles de niveau économique et social élevé. On ne peut pas dire alors qu'il y a, à proprement parler, regroupement des terres, ou non dispersion de l'héritage-: ces termes étaient admissibles du point de vue du lignage ; ils le demeurent si l'on se place d'un point de vue de classe ; mais ils ne le sont en aucun cas d'un point de vue individuel : pourtant, c'est l'individualisation (au niveau de la famille restreinte) d'un tel point de vue qui sert de médiation entre le lignage et la classe ; en réalité, l'union par le mariage de deux familles riches présente en effet un aspect positif du point de vue de l'accumulation, du fait justement de ses retombées cumulatives : à la génération 1, la taille d'une terre peut être suffisante, compte tenu du nombre de bouches à nourrir, pour donner naissance à un surplus aux effets cumulatifs (5) ; le mariage préférentiel a

1. Inférieure à leurs besoins, dans la plupart des cas.

2. Ceci explique à notre avis que même sous une très forte pression démographique, l'optimum de natalité demeure un maximum : le pouvoir y est toujours fonction de l'importance de la descendance-dépendance.

3. Cf. J. CHARMES : « Processus de stratification sociale... » art. cit. pp. 88 à 91.

4. Il semble que c'est un type de processus semblable qu'a observé J.P. DOZON en Côte-d'Ivoire : cf. J.P. DOZON : « Autochtones et allochtones face au développement de la riziculture irriguée dans la région de Gagnoa » - ORSTOM - Côte d'Ivoire 1974, multigr. (p. 77).

5. Grâce à l'usure, ou à la clientèle d'obligés dont il permet la constitution.

pour effet (et pour but) de ne pas faire tomber au-dessous de ce niveau-limite, la superficie de terre dévolue à chaque héritier : dès sa prise d'indépendance, le couple se trouve ainsi en situation de pouvoir accumuler.

Or, ce qu'il y a de remarquable dans la stratégie du *lova tsy mifindra*, c'est qu'elle donne lieu à des conflits inter-familiaux qui structurent une véritable conscience d'intérêts de classe (1) : s'il y a en effet de nombreux postulants pour un mariage préférentiel, il n'y a par contre qu'une seule famille élue ; le mariage n'éteindra pas la rivalité qui naît de cette concurrence et qui se porte dès le départ sur le plan de la richesse économique et du pouvoir social : car ces deux critères que les familles rivales vont chercher à extérioriser sous forme ostentatoire, sont ceux qui permettront d'emporter la décision (2). Nous voici donc reportés dans la sphère de l'utilisation du surplus : mais dès maintenant, nous concevons que l'ostentation est une phénomène beaucoup plus important et beaucoup moins gratuit que des analyses trop rapides voudraient nous le faire croire.

L'importance des changements en cours que nous venons d'examiner est telle qu'il est remarquable de constater que ce sont les dépositaires de la Tradition, les Anciens, qui tout en occupant les positions dominantes dans la structure sociale traditionnelle, se font les vecteurs de pénétration des rapports marchands et de destructuration de la société lignagère. En d'autres termes, on peut penser être en présence d'une prise de conscience partielle des menaces futures de translation de pouvoir, et d'un essai de récupération par le haut, avant qu'il ne soit trop tard (3). En tout état de cause, les relations de parenté ayant progressivement cédé la place aux relations de voisinage, il apparaît bien que les Anciens tendent à devenir des notables, cherchant à occuper toutes les positions dominantes, quelles qu'elles soient, se constituant des clientèles d'obligés, et structurant plus ou moins inconsciemment une idéologie de classe où la concurrence, moteur de l'ostentation et en fin de compte de l'accumulation, se présente comme un phénomène déterminant.

IV. MODALITÉS DE L'UTILISATION DU SURPLUS

L'évolution que nous venons de retracer, et dont les transformations de l'idéologie lignagère en idéologie de classe et des relations de parenté en relations de clientèles sont des symptômes significatifs, traduit en fait un processus de transition à des rapports de production nouveaux : les anciens et plus particulièrement les *aînés* sont en mesure de devenir des *notables*, à l'égard desquels les *parents* deviennent des *obligés*, et les *prestations* des *redevances*.

Or, la production de ces nouveaux rapports sociaux, de type marchand, est concomitante avec l'apparition d'un surplus monétaire et une transformation de l'ancienne superstructure idéologique dans son essence, sinon dans son apparence. Le problème de l'antériorité et de la causalité de chacun de ces éléments structurels par rapport aux autres doit donc être posé si l'on veut appréhender et comprendre les modalités, les tendances évolutives et en dernier ressort la finalité de ces modes de production de transition : et l'analyse des modes d'utilisation du surplus permet, à notre avis, de poser plus clairement, sinon de manière décisive, un tel problème. C'est pourquoi nous tenterons en premier lieu d'opérer une classification des dépenses, afin de présenter ensuite un schèma d'explication de la transition.

---

1. Les conflits qui impliquent les familles pauvres sont au contraire des conflits destructurateurs et freinent l'émergence d'une conscience de classe (cf. J. CHARMES : « Processus de stratification sociale »... art. cit. pp. 91-92 et *infra*).

2. S'il advient que le choix se porte sur une famille tout à fait étrangère, c'est-à-dire ne présentant même pas le caractère de voisinage, alors toute la communauté de voisinage tire argument de l'idéologie traditionnelle pour ramener le défaillant à ses devoirs : la transformation de la conscience lignagère en conscience de classe est donc limitée dans l'espace par l'ensemble de la communauté villageoise elle-même (cf. *ibid.* p. 91).

3. Comme peut-être chez les Agrariens du temps des Physiocrates ou les Junkers du temps de Bismarck.

41. **Divers types de dépenses ou d'utilisations du surplus.**

Pour construire une telle typologie il est nécessaire de choisir un critère de classification. Si nous nous référons à la théorie classique des blocages dits « socio-culturels », nous choisirons la distinction productif/improductif. Mais, étant donné le type de société auquel on applique un tel critère, il est également indispensable de prendre comme sous-critère, la distinction : collectif (ou communautaire)/individuel. Or, nous verrons que ce sous-critère rend inadéquate l'utilisation du critère lui-même. Si donc nous utilisons ce schéma d'exposition — bien que notre propos soit de montrer que le critère de productivité n'est pas pertinent — c'est afin de mieux montrer les contradictions inhérentes aux schémas d'explication classiques présentés par les « théoriciens du sous-développement ».

4.1.1. *Les dépenses improductives.*

Au niveau collectif, ce sont principalement les circuits cérémoniels qui sont ici concernés. Les fêtes qui sont les occasions privilégiées d'actualisation de ces circuits sont de deux sortes. Il en est qui réunissent à certaines périodes déterminées du calendrier lunaire un nombre considérable de personnes partageant une même croyance, donc sur une base autre que celle de la parenté ou du voisinage ; c'est le cas des cérémonies du *fanompoan'tsampy* (1) en pays Merina, et du *fetraomby* au lac Alaotra, qui se caractérisent par des sacrifices d'animaux et des dons rituels (2). Une autre catégorie de cérémonie, sur laquelle nous insisterons ici, est le *famadihana* ou « cérémonie de retournement des morts », qui se fait principalement sur la base de la parenté et du voisinage.

Autrefois chaque lignage avait un tombeau unique. De nos jours — comme nous le verrons plus loin — les unités cérémonielles, c'est-à-dire les tombeaux, ont eu tendance à se multiplier. Il en résulte que les *famadihana* qui ont lieu à intervalles réguliers (3) deviennent de plus en plus nombreux et de plus en plus onéreux. Prises globalement, les dépenses auxquelles donne lieu une telle cérémonie, sont en effet considérables ; nous citerons le cas de l'une de celles auxquelles nous avons eu l'occasion d'assister (4) : organisée par 3 segments de lignage, elle réunissait près de 2 000 personnes pour lesquelles on avait abattu 4 bœufs et 2 porcs, soit une dépense de 150.000 FMG, à laquelle il faudrait ajouter près d'une tonne de paddy et le paiement d'une troupe de *hira gasy* (5) soit en tout près de 200 000 FMG. Les trois familles organisatrices inauguraient ainsi un nouveau tombeau (6) qui avait coûté près de 500 000 FMG.

Bien entendu de telles sommes ne sont pas dépensées par des familles restreintes, des ménages dirions-nous. Elles sont réparties par les trois aînés entre les diverses familles restreintes qui composent leurs segments de lignage. Or le nombre de ces familles restreintes ne saurait dépasser la trentaine, dans le cas présent : il en résulte une dépense minimale de 16.600 FMG par unité familiale, en ce qui concerne la construction du tombeau, et de 6 600 FMG pour la cérémonie proprement dite. Compte tenu du revenu rural moyen que nous avons estimé à 36 500 FMG par famille (7), cela représente un investissement, ou plutôt une immobilisation non réalisable très importante qu'atténue difficilement la participation des invités à la cérémonie : 100 à 200 FMG.

---

1. Le *fanompoan'tsampy*, que l'on traduit par « culte des idoles », prend place aux jours et mois *alakaosy* et *alahamady* (signes du Zodiaque).

2. Cf. R. CABANES : « Cultes de possession dans la plaine de Tananarive ». *Cahiers du Centre d'Etudes des Coutumes,* Université de Madagascar. Tananarive, n° IX. 1972 (pp. 33 à 66).

3. Tous les 7 ans dans la région où nous avons mené notre enquête. Mais l'intervalle est beaucoup plus court en certains lieux.

4. Cf. J. CHARMES : « Processus de stratification sociale... » art. cit. p. 93.

5. Chanteurs-danseurs traditionnels.

6. Il s'agissait donc d'une nouvelle unité cérémonielle.

7. Cf. note 4, p. 112.

Or c'est justement l'existence de ces participations, ainsi que la périodicité relativement courte dans certaines régions (2 ou 3 ans), qui a pu faire écrire que le *famadihana* était devenu une « affaire commerciale » dont les organisateurs tiraient profit (1).

Bien que cette affirmation ne nous semble pas soutenable, il est nécessaire de souligner la contradiction qui consiste à affirmer d'une part que de telles dépenses cérémonielles sont improductives, d'autre part que ces mêmes cérémonies rapportent un profit, ce qui laisserait supposer qu'elles représentent des activités commerciales (de restauration, ou de spectacle !) rentables. Toute l'ambiguïté du raisonnement vient de l'acceptation dans laquelle on prend le terme de « productivité ». Dans les théories ordinaires que l'on développe sur le « sous-développement », seraient productives les dépenses qui s'effectueraient dans les secteurs prioritaires de l'économie et principalement l'agriculture. Pourtant cette même théorie qui débouche sur la spécialisation internationale est également fondée sur la recherche individuelle du profit que la « main invisible » d'Adam Smith est censée faire coïncider avec le progrès social. La difficulté provient en fait de ce que les critères du progrès et de la productivité ne sont pas universels ; surtout, les détours productifs que l'on observe ne se traduisent pas par des résultats immédiats et tangibles, et donc ne prennent pas leur rationalité dans la sphère économique, au niveau de la production, mais bien dans la sphère politico-idéologique (2).

Dès lors, il est hasardeux de s'attaquer à l'improductivité de telles dépenses, d'autant plus que, si effectivement elles se traduisent par un profit, il serait nécessaire de se pencher sur l'utilisation qui est faite du dit profit. D'autant plus encore que l'on peut douter que la mobilisation du surplus qui intervient au sein des lignages, à l'occasion des fêtes du *famadihana*, se ferait tout aussi bien si n'existait pas une telle institution traditionnelle. Les sommes accumulées de cette manière seraient alors de simples dépenses de consommation individuelles (au lieu d'être collectives) au sein des ménages et il est douteux — du moins si l'on en juge d'après les résultats des expériences coopératives — qu'une quelconque institution économique collective puisse parvenir à mobiliser productivement un tel surplus.

Et tandis que l'idéologie du développement vilipende les dépenses improductives des *famadihana*, on ignore délibérément la construction coûteuse des églises ou des temples, et le poids du denier du culte, tout aussi lourd que celui des circuits cérémoniels traditionnels puisque l'un est annuel alors que les autres sont pluri-annuels. Lors de notre enquête sur les hauts plateaux malgaches, voici les chiffres que nous avions relevés pour un *fiangonana* (paroisse) de 500 baptisés, soit approximativement 120 familles :

— denier du culte : 250 000 FMG ;

— œuvres du diocèse : 5 000 FMG ;

— œuvres du séminaire : 5 000 FMG ;

— l'écolage des enfants, jusqu'alors compris dans le denier du culte, devient payant pour les classes de 7e et 8e : 200 FMG par mois et par enfant (la plupart des élèves doublent ou triplent ces classes) ;

— participation à l'achat d'une automobile pour que Monsieur le Curé puisse venir plus souvent ;

— quêtes diverses et petits travaux fournis gratuitement ;

— d'autre part, pour nourrir les trois instituteurs catéchistes, la paroisse doit fournir 80 *zinga* de paddy, soit près de 260 kg par mois, et cultiver sous forme d'entraide deux terrains de cultures sèches sur un demi ha à peu près.

---

1. RAJAOSON : « *Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts Plateaux de Madagascar* ». Thèse de 3e cycle. EPHE Paris 1969.

2. C'est ce que nous essaierons de démontrer p. 131 et s.

En réalité, on ne voit l'ostentation et l'improductivité que dans la religion traditionnelle, non dans la religion importée. Or cette remarque n'est pas purement formelle : la violence des attaques contre les coutumes et la tradition, qui se cache derrière le voile de l'idéologie du développement, a un sens plus fondamental que celui qu'elle laisse apparaître, puisqu'elle tolère — et cela, de manière non incidente — des comportements à propos desquels elle fustige les structures traditionnelles. Il y a donc une signification cachée à une telle attitude. Mais avant de tenter d'y accéder (1), bornons-nous ici à souligner qu'on a ainsi justifié les politiques les plus dévastatrices, tout en affirmant parallèlement la nécessité de conserver les identités nationales ou ethniques. Cette contradiction a bien été relevée par A. Meister ; mais pour cet auteur, c'est là un processus inéluctable, le « développement » étant synonyme de « destruction du passé » (2) :

« ...s'agissant du développement, c'est-à-dire de nouveaux modes d'utilisation des ressources humaines et matérielles, on ne peut se dissimuler que la construction d'une économie et d'une société modernes passe dans une très large mesure par la destruction des cadres de vie, des loyautés et des valeurs traditionnelles. En d'autres termes, les richesses humaines, les charmes, les particularismes, les coutumes, la bonhomie, tout cet ensemble de choses qui peuvent attacher au passé et dont nous constatons la disparition graduelle sous les coups du modernisme, tout cet ensemble de choses et de « bonnes choses » sont le prix à payer pour la modernisation, la rançon d'une plus grande aisance matérielle. Ce prix du « progrès » est impliqué par la notion même de développement et cela quand bien même certains espèrent faire ce développement dans la fidélité à leur passé. Nouveauté et fidélité ne semblent pouvoir être conciliables, et même la simple consommation de la nouveauté — qui passe bien souvent pour du développement — est déjà infidélité et donc menace et même destruction du passé ».

Voilà donc décrit sous forme sentimentale, les épiphénomènes accompagnant le processus de transition des sociétés péri-capitalistes à la société capitaliste : si ce tableau ne nous avance guère dans l'analyse du processus de transition, il n'en constitue pas moins une perception particulièrement réaliste de certains phénomènes dont il s'agit de percer l'essence.

Cette « consommation de la nouveauté » qui est « menace et même destruction du passé » (3), on peut l'observer quotidiennement de la part d'individus membres de ces sociétés en voie de destructuration, que ce soit au niveau alimentaire ou vestimentaire, au niveau de la construction des habitations, ou dans tout autre domaine. La littérature traitant du Tiers-Monde ne manque pas de descriptions de ces objets dispendieux et inutiles, parce qu'inutilisables (4) ; mais n'envisageant les dépenses que sous leur angle économique, elle ne peut se donner les moyens d'en comprendre la rationalité cachée.

Et même lorsque cette perception économique débouche éventuellement sur un constat de rentabilité, c'est pour aussitôt déplorer l'orientation socialement néfaste de ces dépenses.

4.1.2. *Les dépenses productives.*

Elles existent en effet, si l'on se place d'un point de vue individuel : c'est dans le secteur tertiaire (commerce, services) qu'on en relève les exemples les plus fréquents et les plus significatifs. Si les investissements dans l'immobilier sont surtout le fait de

---

1. Cf. p. 137 *infra.*

2. A. MEISTER : « *Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine* ». Anthropos. 1969 p. XIV.

3. Remarquons que c'est la thèse que nous voulons soutenir : l'argent et plus généralement la marchandise, en devenant éléments de reproduction des structures traditionnelles, transforment ces mêmes structures en éléments de reproduction du mode de production capitaliste.

4. Une famille d'un village où nous avons enquêté avait acheté un harmonium grâce à l'indemnité touchée par l'un de ses membres, victime d'un accident de la circulation

citadins (1), il apparaît qu'une petite bourgeoisie rurale parvient à placer son épargne dans le secteur des transports (achats de taxi-brousse) ou du commerce. Or, dans le cadre d'une politique nationale de « malgachisation », ce dernier secteur est d'un intérêt stratégique primordial, puisqu'il est traditionnellement le monopole des Chinois, sur les Hauts Plateaux malgaches (2). Encore convient-il d'être prudent dans ces affirmations : la petite épicerie malgache apparaît et survit en l'absence de toute concurrence chinoise. Elle s'insère donc là où manquent des mailles du réseau chinois, mais elle reste dominée par celui-ci. De même certains petits marchands ambulants de la région de Manjakandriana ont pu, de par leurs activités saisonnières répétées sur un grand nombre d'années, acquérir des magasins de tissus dans certaines villes côtières (Tamatave, Diégo Suarez, etc... et bien sûr Tananarive), s'implantant ainsi dans un réseau commercial monopolisé par les Pakistanais. Certes, il ne s'agit pas là d'une tendance mais plutôt d'une esquisse de tendance, et c'est sans doute dans ce secteur que se placera de plus en plus à l'avenir l'épargne nationale. La raison en est que pour des placements relativement faibles, la rentabilité est élevée ; d'ailleurs, même pour des niveaux de placements plus élevés, ce sont ces mêmes secteurs qui semblent se caractériser par un degré de rentabilité relativement plus élevé : transports et immobilier sont les secteurs privilégiés où se place l'épargne de la bourgeoisie urbaine et bureaucratique ; et cela, pas seulement à Madagascar (3).

Or ces investissements dans le tertiaire ne trouvent pas grè auprès des planificateurs et théoriciens du développement, parce qu'ils n'ont guère d'effets d'entraînement en amont et en aval et se traduisent donc par une faible croissance du produit national, tout au moins en produit matériel. A vrai dire, si un quelconque organisme de collecte permettait de drainer cette petite épargne vers le secteur industriel, il ne pourrait offrir qu'une rémunération moindre que celle qui est retirée du secteur tertiaire, tout en ne favorisant pas — au contraire — le développement de « l'entreprenariat ». Le secteur industriel reste en effet un monopole métropolitain en raison de son extraversion même. En réalité, il faut admettre que le secteur tertiaire offre les opportunités qui favorisent le développement de l'esprit d'entreprise, tout en permettant une accélération de l'accumulation individuelle (4).

Lorsque exceptionnellement (c'est-à-dire lorsque les conditions locales sont exceptionnellement favorables : tel est le cas de la riziculture au lac Alaotra) on recense des investissements privés dans l'agriculture, on nie leur rentabilité économique : il est vrai que près d'un tiers des tracteurs achetés à crédit dans cette riche région rizicole ont été récupérés par les vendeurs en raison du non paiement des traites.

Mais si l'on faisait une étude de rentabilité sérieuse, on serait sans doute étonné des résultats : nous avons déjà montré par ailleurs (5) que cette rentabilité ne pouvait être estimée à partir d'une rémunération monétaire fictive et du nombre d'heures de travail effectuées par le tracteur, mais bien plutôt à partir de la reconstitution des clientèles d'*obligés* qui se trouvent dans l'*obligation* de rémunérer en nature l'heure de travail au tracteur à un taux que le cycle soudure-usure accélère rapidement : mais

---

1. La construction de maisons « luxueuses » à la campagne ne présentant pas le même caractère de rentabilité économique immédiate.

2. Sur la côte Ouest, ce monopole est entre les mains de Pakistanais. Mais ce n'est guère que sur les plateaux que l'on peut percevoir certains signes d'évolution dans le sens d'une reprise en mains par des nationaux de ce type d'activités.

3. Le même phénomène a été souligné par Samir AMIN en Côte d'Ivoire. Cf. Samir AMIN : « *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire* ». Editions de Minuit. 1967.

4. Même s'il faut déplorer que la somme de ces « accumulations individuelles » est inférieure à une accumulation qui serait le fait d'un capitalisme d'Etat, et à fortiori d'un capitalisme international, pour un montant d'épargne utilisée donné.

5. Cf. *supra* p. 119 et articles cités sur la SOMALAC.

les critères occidentaux de rentabilité ne permettent pas de tenir compte de ces phénomènes occultes (1) et amènent à la conclusion habituelle qu'il s'agit de dépenses ostentatoires (2).

Rappelons enfin, pour mémoire, que ces dépenses productives collectives que constitue l'épargne collectée par divers systèmes coopératifs ou pré-coopératifs sont bien souvent stérilisées en raison du danger qu'elles représentent pour certains intérêts en place : ainsi les rentiers fonciers et les propriétaires de tracteurs ont-ils rendu complètement improductive l'épargne collective drainée par les Associations d'Intérêt Rural (AIR) du lac Alaotra (3).

Cet inventaire des modes d'utilisation du surplus, que nous venons de dresser, va nous permettre de mieux comprendre les modalités de la transiton aux rapports marchands, objet de notre propos.

4.2. Les trois stades de la transition.

Le processus de transformation sociale à travers lequel la valeur d'échange en vient à dominer la valeur d'usage, à travers lequel donc se généralise la marchandise, passe par trois stades principaux :

— le stade de la neutralisation,
— le stade de l'absorption,
— le stade de la dissolution.

C'est surtout sur ce dernier stade que nous insisterons ici, car il caractérise à notre avis les sociétés que nous avons étudiées. D'autre part, c'est à ce dernier stade que la marchandise a réellement pénétré toutes les sphères de la vie sociale et que s'effectue donc la transition à l'économie marchande. Il s'agit alors de formations sociales où dominent les rapports marchands, tandis que dans les deux premiers stades ces mêmes rapports sont dominés au sein des modes de production traditionnels.

4.2.1. *Le stade de la neutralisation.*

Historiquement, ce stade ne se constate guère que lorsque le mode de production capitaliste impose sa domination par la force, c'est-à-dire sous la forme coloniale. Il peut néanmoins en rester des vestiges çà et là : sociétés provisoirement épargnées par la marchandise (et qui jouent actuellement le rôle de réserves), parce que situées à l'écart des courants d'échange, non favorablement « dotées en facteurs », ou encore ayant fait preuve de récalcitrance. A l'origine, le surplus de la colonie est prélevé sous la forme du travail forcé qui sert à construire les infrastructures de communication (routes, chemin de fer...) nécessaires à l'établissement d'une colonisation agricole européenne prospère. Une fois ce premier niveau atteint, le travail forcé procure aux colons titulaires de concessions, la main-d'œuvre nécessitée par l'économie de plantation.

Lorsque enfin la colonisation entre dans sa phase « civilisée », le travail forcé disparaît : seul demeure l'impôt qui, dans un cadre « libéral » joue le rôle de fournisseur de produits vivriers pour les villes. Mais à ce stade, les effets délétères de la préemption du surplus sont étroitement circonscrits et neutralisés : le surplus fourni par la paysannerie sous forme de travail ou de produit vivrier ne dépasse en aucun cas le montant nécessaire au paiement de l'impôt. Certes la sous-évaluation systématique

---

1. Selon ces critères, il faut 5 000 heures de travail correspondant à peu près au travail de 850 ha pour amortir un tracteur, compte tenu de conditions particulièrement défavorables (Cf. KWANKAI Léon : « *Le potentiel économique de la région du Lac Alaotra* ». Mémoire de l'IUT - Gestion Tananarive). Avec le cinquième de ces normes, les tracteurs du Lac Alaotra sont rentabilisés.

2. Cet aspect n'est pas absent, mais il n'est pas principal.

3. La SOMALAC elle-même semble avoir bénéficié de cette « stérilisation », puisqu'elle pouvait utiliser les fonds ainsi collectés sans avoir à les rémunérer : ce fut d'ailleurs l'un des reproches les plus durs adressés par les paysans à la SOMALAC, en 1972.

de la force de travail ou des produits vivriers permet à l'administration coloniale de réaliser un surplus non négligeable, mais du point de vue des communautés lignagères ou villageoises, la circonscription de ce surplus est socialement respectée, et parfois même spatialement visible, lorsqu'elle prend la forme d'un champ réservé au paiement de l'impôt (éventuellement collectif). A ce stade donc, il y a réellement neutralisation, parce qu'il n'est pas possible à des individus de créer et d'utiliser un surplus à des fins personnelles, en dehors du surplus créé par la collectivité et utilisé par elle ou par ses représentants à des fins socialement réglementées, par exemple l'accumulation de biens de prestige destinés au contrôle des femmes par les aînés.

Or, c'est cette faculté même d'accumulation individuelle qui va apparaître à l'état de potentialité au stade suivant, et qui, au stade ultime, assurera la dissolution définitive des structures traditionnelles, sous l'effet de la généralisation de la marchandise.

4.2.2. *Le stade de l'absorption.*

Ce stade se caractérise par une intensification de la circulation monétaire, sans qu'il résulte de cette intensification une modification au niveau de la structure sociale et de l'attribution du pouvoir. Sous les effets conjugués de l'alourdissement de la charge fiscale et de la surcharge démographique, la quête de l'argent ne peut rester cantonnée à son niveau antérieur : la multiplication des besoins monétaires et vivriers (amplifiés par la soudure) se traduit (1) par un accroissement plus que proportionnel de la vente de la force de travail disponible (2) en raison des caractéristiques de l'emploi salarié offert à cette force de travail : l'éloignement des lieux où s'offrent des opportunités de travail et le temps minimum d'embauche font que les gains en viennent petit à petit à dépasser les besoins ; ainsi les migrants Antandroy originaires du Sud de Madagascar qui vont travailler comme salariés à la SOSUMAV (3), y restent-ils plusieurs années (4) ; d'autre part le nombre des migrants potentiels (c'est-à-dire des paysans en voie de prolétarisation) étant de plus en plus grand, les opportunités de travail doivent être recherchées de plus en plus loin (5).

Il y a donc désormais possibilité d'accumulation individuelle, même si cette accumulation n'est pas recherchée pour elle-même, ni encore pour soi-même. Certes, le surplus ainsi dégagé (c'est-à-dire la part des gains non consacrée à la satisfaction des besoins nécessaires, cause de la migration) est dans la plupart des cas, investi dans l'achat de biens de prestige, notamment de bœufs chez les Antandroy. Mais la prégnance de l'idéologie traditionnelle et surtout du pouvoir politique traditionnel est telle qu'il ne saurait être question pour les migrants d'user de ces biens de prestige pour mettre en cause un pouvoir fondé justement sur le monopole de ces mêmes biens. D'ailleurs, en dehors de tous ses autres signes distinctifs, ce pouvoir reste un attribut de l'ancienneté, et la force de travail intégrée dans les biens de prestige issus de la migration vient alimenter les circuits cérémoniels des chefferies traditionnelles qui peuvent ainsi se faire concurrence sur une échelle beaucoup plus large. A cette étape donc, c'est l'appartenance à un groupe et le désir de voir ce groupe supplanter les autres en prestige et en pouvoir — au moins sur le plan de la lutte ostentatoire que se livrent les chefs traditionnels entre eux — qui demeurent le moteur principal de l'accumulation. Toute velléité d'ambition personnelle se trouve ainsi canalisée dans des circuits collectifs où se reconnaît chaque dépendant dans la personne du chef. L'accumulation collective au niveau du groupe, somme d'accumulations individuelles, loin de jouer un rôle

---

1. Cela, malgré la vente d'une partie — insuffisante — de la production vivrière sur le marché.

2. Il n'y a pas là contradiction — au contraire — avec la forme a-typique de la courbe d'offre de travail, forme ordinaire dans de semblables contextes. Cf. J. CHARMES : « Théories, politiques et planifications du développement ». A paraître.

3. Société Sucrière de la Mahavavy (Nord-Ouest de Madagascar).

4. Il semble que la durée de telles migrations ait tendance à augmenter.

5. Sauf dans les cas où les offres d'emplois se font plus nombreuses. Ainsi les emplois saisonniers au Lac Alaotra exigent-ils des recrutements de plus en plus lointains.

destructurant, alimente au contraire les circuits de reproduction sociale du groupe, confortant le pouvoir des chefs sur leurs communautés, se traduisant simplement par des variations de prééminence entre groupes, à l'échelle ethnique. Mais l'inflation des circuits cérémoniels ainsi provoquée, et surtout la production directe par les dépendants des biens de prestige, instruments de la reproduction sociale du pouvoir, introduisent dans les mécanismes de reproduction sociale des germes de contestation et finalement des possibilités qui deviendront nécessités de transformation.

Cette étape qualitative décisive ainsi réalisée, qui consiste en l'introduction de facteurs de dissolution à l'état potentiel dans la société traditionnelle, il ne reste plus à ces germes de dissolution qu'à prospérer : et c'est cette dernière étape quantitative que nous pouvons observer actuellement dans les deux sociétés que nous avons étudiées.

4.2.3. *Le stade de la dissolution.*

Il s'agit maintenant de savoir pourquoi le surplus accumulé selon des voies individuelles mais utilisé jusqu'à présent à des fins collectives (c'est-à-dire en fait, comme nous l'avons vu, au renforcement du pouvoir traditionnel) voit progressivement s'individualiser son utilisation. Car si dans la phase précédente l'ostentation joue déjà comme moteur de l'accumulation, ce moteur ne pourra donner toute sa puissance qu'avec le développement de l'intérêt personnel et de l'utilisation privée du surplus, caractéristiques du stade de la dissolution que nous étudions maintenant : autrement dit, l'individu participe désormais à l'accumulation pour lui-même, mais l'accumulation n'est pas encore devenue un but en soi : c'est l'ostentation qui en demeure le but ultime puisque, l'idéologie traditionnelle étant encore dominante (bien que sur son déclin), le pouvoir ne se mesure qu'à l'aune ancestrale.

Or, au fur et à mesure que le pouvoir traditionnel se vide de tout contenu réel sur un rythme proportionnel à celui de la croissance de son affirmation purement extérieure et superficielle (c'est-à-dire de l'inflation ostentatoire), de plus en plus nombreux se font ses prétendants : ces trois phénomènes — vacuité du pouvoir traditionnel, ostentation et concurrence — sont en fait intimement liés.

- **Le changement du substrat du pouvoir traditionnel.**

L'affirmation de la vacuité du pouvoir traditionnel est en apparente contradiction avec l'exposé que nous avons fait précédemment (1). En réalité, sans être indispensables, les attributs du pouvoir traditionnel constituent un avantage certain dans le processus d'accumulation à l'œuvre, particulièrement dans le processus de constitution de la propriété foncière. Et au cours de ce processus de reconversion, ce sont ses fondements mêmes que le pouvoir traditionnel modifie ; ce faisant, il crée sa propre contestation, et se crée de nouveaux assujettis. En effet, la quête de l'argent n'étant plus seulement une obligation fiscale et somme toute marginale, mais s'étant transmuée en une nécessité de la reproduction physique (2), les descendants-dépendants qui s'en vont chercher fortune à l'extérieur de la communauté n'acceptent plus spontanément de fournir à leurs aînés les moyens de l'accumulation (qui sont aussi ceux de leur propre prolétarisation), du fait que leur conditionnement idéologique, désormais en inadéquation avec la pratique du pouvoir par les aînés, ne joue plus dans le sens de la reproduction sociale, mais bien dans le sens de la désintégration de cette société. Inversement, la concentration de la propriété foncière et la prolétarisation conséquente que nous avons analysées plus haut, livrent entre les mains d'un pouvoir reconverti des clientèles de paysans sans terre, entièrement assujettis à leurs propriétaires, du fait de leur conditionnement économique (3) et idéologique. Ce double conditionnement est en adéquation avec la nouvelle pratique du pouvoir et joue dans le sens de l'instauration d'une idéologie paternaliste, remplaçant l'ancienne idéologie lignagère et communautaire, c'est-à-dire

---

1. Cf. p. 113 et s. *supra.*
2. Sous l'effet du déséquilibre artificiel croissant entre population et ressources.
3. Ils ne possèdent que leur seule force de travail.

en fin de compte dans le sens de la consolidation des nouveaux rapports sociaux de production.

En réalité donc, le pouvoir traditionnel ne se maintient que dans sa forme extérieure : son substrat par contre s'est complètement modifié. Mais même la forme extérieure — idéologique — a changé de nature : l'idéologie paternaliste, qui préside, nous l'avons vu, aux rapports de métayage, est en fait la reproduction très exactement semblable de l'idéologie lignagère ou communautaire, mais qui s'appliquerait non plus à des relations de parenté, mais à des relations de cientèle, ou plutôt d'étrangers que des conditions économiques objectives et particulières rendent complémentaires les uns des autres : ainsi le dépendant qui a quitté son lignage et la terre de ses ancêtres pour aller chercher fortune ailleurs, et qui refuse au bout d'un certain temps de reproduire sa dépendance à l'égard de son aîné, peut très bien entrer dans de nouvelles dépendances à l'extérieur (1) ; dépendances qu'il acceptera et assimilera même, par et dans l'idéologie lignagère transmuée en idéologie paternaliste.

Nous verrons, en conclusion de ce texte pourquoi et comment le pouvoir traditionnel, vidé de son contenu, se maintient en tant que pure forme ; c'est ce maintien même qui est à la fois cause et effet de l'union dialectique entre ostentation et concurrence pour le pouvoir, union par essence inflationniste et donc destructurante.

• Ostentation et concurrence, opérateurs de la transition.

L'ostentation est un phénomène qui a été observé dans de multiples sociétés traditionnelles : en ce sens, le terme « d'économie d'oblation » est peut-être plus adéquat dans la mesure où il permet de mieux qualifier un phénomène qui s'est profondément transformé, et qui est très différent de celui auquel nous nous référons dans ce texte, ou encore de celui qu'a étudié Veblen (2) pour la bourgeoisie industrielle américaine de la fin du XIX^{e} siècle. Car s'il y a une filiation certaine entre des phénomènes désormais aussi différents, cette transformation s'est opérée selon une ligne d'individualisation croissante.

Des cérémonies qui, autrefois, constituaient des occasions privilégiées d'affirmation de la cohésion communautaire ou lignagère, dont les effets étaient donc restructurants à l'égard du groupe de référence, ont eu tendance depuis quelques années (3) à se multiplier par scissiparité (4), donc à exercer des effets destructurants à l'égard de l'ancien groupe de référence. Une telle évolution s'explique de manière contradictoire :

— d'une part, il y a dévalorisation du pouvoir traditionnel du fait d'une circulation monétaire plus intense qui permet à un plus grand nombre d'en acquérir les attributs, du fait également que ce même pouvoir n'est plus ressenti comme facteur de cohésion, mais comme facteur de dissolution (ce qu'il est effectivement, puisqu'il a changé de substrat).

— d'autre part, ce même pouvoir traditionnel, dévalorisé dans son essence, est revalorisé dans son apparence, c'est-à-dire idéologiquement, puisque chacun — du moins tous ceux qui sont en mesure de rivaliser pour lui — essaye de s'en annexer les attributs, sinon les prérogatives (ces dernières s'étant dissoutes dans le processus de transition). Le maintien et l'importance de ces survivances sont en effet absolument nécessaires pour mener jusqu'à son terme le processus de transition.

---

1. C'est le cas des Merina qui se font métayers en Alaotra par exemple.

2. Cf. n° spécial de la revue *Tiers Monde,* IX, 33 ; janv. mars 1968, consacré à l'économie ostentatoire.
Th. VEBLEN : « *Théorie de la classe de loisir* ». NRF. Gallimard 1970.

3. C'est-à-dire, selon nous, depuis l'entrée dans la phase de dissolution.

4. Cf. par exemple : E. FAUROUX : « *Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidranandriana - Vakinankaratra* », ORSTOM - Tananarive. 1970. multigr., tome II, p. 244 et s.

Il y a donc à la fois contestation du pouvoir des aînés (des chefs de lignage), et tentative de reproduction de ce même pouvoir par les contestataires, mais cette fois-ci à leur bénéfice.

Si peut s'expliquer ainsi le rôle que continue à jouer l'ostentation, comme phénomène superficiel, il reste à savoir qui sont les nouveaux prétendants qui entrent en concurrence avec les dépositaires du pouvoir traditionnel.

Nous avons vu que, à partir de la phase de la dissolution, les « cadets » — tout au moins ceux qui quittent la groupe et ne sont plus dans la dépendance économique directe de leurs aînés — ont tendance à s'émanciper et à refuser l'octroi d'un travail non payé réclamé par leurs aînés. Mais ces cadets ne sauraient prétendre reproduire à leur profit un pouvoir qui reste lié à l'ancienneté. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est entrer dans des réseaux de clientèles où leur pouvoir ne sera pas seulement lié à l'âge (1), mais sera aussi lié à la richesse accumulée par eux. Au niveau des jeunes générations, c'est donc l'ostentation individuelle qui demeure primordiale (maisons luxueuses notamment, mais aussi bétail, qui est un objet de consommation collective).

Qui sont donc ces chefs de réseaux de clientèles ? Il y a d'abord évidemment les anciens chefs de lignage reconvertis qui ont perdu une partie de leurs descendants contestataires, mais ont gagné par contre d'autres dépendants prolétarisés, devenus clients par l'octroi de terres en métayage, notamment. Mais il y a également des Anciens, non aînés, qui ont pu entraîner dans leur mouvance une partie au moins de leur descendance, et qui cherchent à se créer une clientèle complémentaire par la conquête des pouvoirs autres que traditionnels : ces pouvoirs, parfois recherchés avec beaucoup d'acharnement sont principalement d'ordre politico-administratif et religieux (2).

Par pouvoirs politico-administratifs, nous entendons notamment les fonctions électives de maires et conseillers des communes rurales (3) et d'autre part la fonction de secrétaire du parti (4). Ces postes-clés sont donc essentiellement politiques : mais parce que les notables qui les occupent sont en fait à la charnière des relations entre la masse et l'administration lointaine et omnipotente (5), ces postes constituent des fonctions-clés qui permettent souvent la constitution de clientèles d'obligés : obligés deviennent en effet les citoyens qui font appel à la médiation du maire pour régler un problème administratif. Ce phénomène joue à plein et de manière caricaturale dans la région du lac Alaotra. Les dispositifs mis en œuvre pour l'application de la réforme agraire y prévoyaient en effet que l'avis des maires des communes rurales devait être pris en compte pour décider de l'attribution des lots à de nouveaux attributaires — anciens paysans sans terre. Le fondement de cette idée venait de ce que les maires ruraux étaient censés, de par la connaissance qu'ils avaient de leurs concitoyens-administrés, pouvoir distinguer les nécessiteux véritables, et parmi eux, ceux qui seraient capables d'exploiter de manière viable leur lot de 4 ha. Mais entre une telle image idéale et la réalité, il y a un pas qui ne peut pas ne pas avoir été pris en compte (6) ; d'une manière générale, on peut dire que ces fonctions permettent à leurs détenteurs de se constituer en rentiers fonciers ; et même si cette affirmation apparaît contradictoire, nous dirons qu'à plus forte raison dans le cadre d'une législation de réforme agraire, ce risque était évident puisque c'est toujours avec des « hommes de paille » que les réformes agraires

---

1. Même s'il demeure limité de ce fait.

2. Les pouvoirs d'ordre technique (vétérinaires, vulgarisateurs), ou culturel (instituteurs), en raison de la qualification qu'ils demandent, ne peuvent être recherchés par les Anciens.

3. En 1973, les communes rurales ont été remplacées par les *fokonolona*, structures communautaires traditionnelles. Il semble que dans nombre de cas, les notables communaux se soient reconvertis assez facilement au sein de ces nouvelles structures.

4. Le parti Social Démocrate (P.S.D.) avant 1972, qui sans être un parti unique, en avait tout au moins la plupart des caractéristiques.

5. Du moins est-ce ainsi qu'elle est perçue, bien souvent à juste titre.

6. Ou alors, il y aurait lieu de s'inquiéter de la manière dont les modalités de l'action ont été définies et décidées.

sont vidées de leur contenu. Que s'est-il passé en effet ? Du fait de leur participation aux réunions préalables à la redistribution des terres, les maires ruraux ont pu faire passer prioritaires certains de leurs obligés, ou du moins des personnes qui deviendraient leurs obligées, de ce fait même : obligation qui se traduit par le don d'une partie de la récolte (1). Les paysans sans terre demandeurs étaient en effet classés selon un ordre de priorité qui était fonction de critères objectifs (tels que : l'ancienneté d'établissement dans la région, l'importance du matériel d'exploitation à disposition, etc...) et de critères subjectifs, notamment l'avis des maires de communes rurales. On comprend bien que dans l'optique démocratique (idéologique) de l'intervention, les critères subjectifs étaient supposés devoir contrebalancer les critères objectifs, ces derniers défavorisant nettement la couche la plus prolétarisée des paysans sans terre (2) : le résultat de l'opération a été un endettement accéléré de certains attributaires qui devaient s'acquitter d'une double redevance : celle due à la SOMALAC et celle due à leur « protecteur ». Par ce système, les relations de dépendance se sont maintenues. mais au profit d'une nouvelle couche de notables.

C'est sur un mode bien différent que joue le pouvoir que nous avons qualifié de religieux.

Dans ce domaine, tout comme dans la sphère politico-administrative, il existe des fonctions recherchées par les candidats au pouvoir ; mais alors que dans la sphère politico-administrative, ces fonctions sont des lieux focaux d'accumulation et d'enrichissement, dans la sphère religieuse, elles ne sont que des occasions de prestige ; être secrétaire de la paroisse, ne permet pas au titulaire de créer des relations de dépendance particulières : cela lui permet seulement de conforter le cas échéant ses pouvoirs dans les autres sphères : si l'élu local est aussi secrétaire de la paroisse, il y a là une confirmation de son caractère prestigieux et quasiment inné de chef. Mais, plus que par les fonctions qu'elles offrent, c'est par les occasions qu'elles créent d'extérioriser le pouvoir et le prestige des notabilités, que les manifestations cultuelles sont prisées (3). Les cérémonies dominicales, à l'Eglise ou au Temple, se caractérisent dans la plupart des cas, par une mise aux enchères publiques du prestige de chacun : qu'il s'agisse de véritables ventes aux enchères ou de simples quêtes, les résultats en sont proclamés officiellement et toute la communauté des croyants sait combien a donné chacun des notables : la hiérarchie notabiliaire est ainsi affirmée, confirmée, confortée ou au contraire contestée par l'importance relative des dons et la ferveur des acclamations (4).

La multiplication des champs de luttes concurrentielles pour l'accession au pouvoir est ainsi devenue un facteur de désintégration de la société traditionnelle et d'intégration des pouvoirs et idéologies dits « modernes ». Dans la mesure où le pouvoir traditionnel se présente désormais comme un phénomène essentiellement superficiel, les nouveaux champs de pouvoir peuvent donner accès à cette superficialité : pour les notables reconvertis, il est donc important d'y être présents, ne serait-ce que pour éviter que certains « arrivistes » n'en fassent des plate-formes de contestation du pouvoir des aînés, comme cela arrive inévitablement, bien que sous une forme moins brutale et plus subtile : un tel processus est inévitable puisque, pour se créer des obligés, il faut bien les débaucher parmi les clientèles des autres notables.

D'autre part, l'occupation de ces champs de pouvoir nouveaux est également recherchée en vue de la neutralisation : ce n'est sans doute pas un pur hasard s'il se

---

1. La reconnaissance de dettes est la forme que prend généralement ce genre d'obligation.

2. Il ressort de tout ceci qu'une réforme agraire doit prendre en compte tous les aspects de la réalité socio-économique, faute de quoi elle est vouée à l'échec. Cf. sur ce sujet nos articles sur la SOMALAC, notamment : « Idéologie, pratique et résultats de la réforme agraire » (à paraître).

3. Incidemment, nous remarquerons ici que certains phénomènes que nous allons décrire étaient encore observables jusqu'il y a quelques années, dans certaines paroisses du Massif Central, et sans doute ailleurs également.

4. Cf. J. CHARMES : « Les effets d'une action de vulgarisation... » op. cit. tome II, p. 160 et s.

trouve des secrétaires de paroisses qui soient aussi des devins, c'est-à-dire les dépositaires ultimes des croyances religieuses ancestrales.

Or, souvent, pour n'avoir pas voulu occuper ces places très tôt, les notables traditionnels se les sont laissé ravir à bon compte par leurs contestataires : et ceux-ci, de marginaux qu'ils étaient, sont devenus de véritables concurrents : il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de s'étonner des transformations subies par les systèmes démocratiques occidentaux transposés dans de telles sociétés : ils ne peuvent que déboucher sur le népotisme et le clientélisme (1).

De l'intégration de ces nouvelles sphères de pouvoir, résulte un double phénomène ostentatoire :

— d'une part une ostentation individuelle : s'agissant d'un pouvoir moderne, son postulant doit se distinguer de ses semblables et assimiler des habitudes perçues comme *fondements de ce pouvoir : habitudes relevant du mode de vie superficiel, au niveau de* l'habitation, des usages vestimentaires et culinaires, etc...

— d'autre part une ostentation communautaire, nécessaire à la création de clientèles soumises économiquement, mais aussi idéologiquement par des liens de type paternaliste : d'où la multiplication des tombeaux et unités cérémonielles.

L'importance des dépenses ainsi engagées débouche sur une accumulation croissante, issue de la ponction du surtravail sur les clientèles d'obligés. Cette ponction résulte de la nécessité de l'ostentation, mais l'ostentation même en arrive à avoir pour but l'élargissement des clientèles, c'est-à-dire la ponction du surtravail. Le processus de dissolution est ainsi à l'œuvre, et le moment n'est plus très éloigné où l'accumulation va supplanter l'ostentation comme moteur de l'activité de cette bourgeoisie rurale.

Si en définitive la concentration de la terre et de la richesse est un signe moderne de la notabilité, le signe traditionnel auquel chacun se référera en fait est plutôt le tombeau, ou encore la magnificence des cérémonies : en d'autres termes, il s'agit de la présence plus ou moins grande du notable dans la sphère de l'ostentation, qui dépend finalement du stade d'accumulation auquel le notable sera lui-même parvenu.

Tout au long de ce texte, nous avons essayé de montrer la genèse de ces deux processus, contradictoires et inséparables à la fois (2), que sont l'accumulation et l'ostentation : les germes de déliquescence introduits par le biais de la marchandise dans les sociétés étudiées ont abouti à deux résultats, au stade actuel :

— *d'une part l'inéluctabilité* de l'éclatement des structures lignagères, corrélatif à une individualisation croissante, elle-même condition d'une concurrence et donc d'une concentration de la richesse et d'une prolétarisation de larges masses : la multiplication des unités cérémonielles consacre cet éclatement tout en accélérant le processus de concentration et de prolétarisation (3).

— d'autre part, le renforcement de l'idéologie de la parenté qui s'explique par le fait que la magnificence ostentatoire — signe et condition du pouvoir — est proportionnelle à l'importance de la dépendance. Dépendance qui est à l'origine une descendance : le renforcement idéologique constaté tend en définitive à préserver la structure lignagère de l'éclatement mais en raison des processus de destructuration à l'œuvre dans ces sociétés, cette préservation des structures lignagères ne sera obtenue qu'au prix de la prolétarisation des lignages au profit de leurs chefs ou, du moins, de ceux qui auront conquis une telle position dominante.

Le critère du pouvoir restant toujours l'importance de la dépendance, celle-ci dépend en effet en dernier ressort, du degré de réussite qu'ont réalisé les dominants dans la transformation de leur descendance-dépendance en clientèle d'obligés.

---

1. En était-il d'ailleurs autrement à l'origine, même en Occident ?

2. Car ils représentent les deux aspects d'une réalité ambivalente.

3. Il est courant de remarquer que le développement des circuits cérémoniels se traduit *par une multiplication des transactions foncières.*

V. CONCLUSION

C'est précisément dans l'histoire de ce passage des relations de parenté aux relations de clientèle (1) que réside le mystère de la transition à l'économie marchande et en dernière analyse aux rapports de production capitalistes, le mystère également des phénomènes contradictoires et ambivalents qui sont liés à cette transition.

Et c'est sur cette ambivalence généralisée (2) que nous voudrions revenir en guise de conclusion.

Au terme de cette étude, il est remarquable de constater que les quelques conclusions que nous avons pu formuler au cours de ce texte rejoignent une remarque faite par Christian Palloix dans un ouvrage qui traite de problèmes étroitement liés à ceux que nous avons abordés, mais dans une démarche qui est juste à l'antipode de la nôtre puisqu'elle se base sur l'étude des rapports de production internationaux (3) :

« ...nous sommes à même de différencier radicalement l'action des rapports de production capitalistes dominants dans la combinaison des modes de production au sein de la formation sociale avancée et la formation sociale capitaliste dominée et exploitée : alors que, dans la première, les rapports de production capitalistes dominants aboutissent à l'*abolition-dissolution* des anciens rapports, dans la seconde, ils ont un effet tout autre, qui est celui de la *consolidation-dissolution.* En effet, dans ce dernier type de formation sociale, le rapport de production capitaliste est le plus souvent formel — d'où l'importance de l'activité spéculative fondée sur le capital-argent et non pas le capital fixe — visant à l'appropriation du surtravail à partir de la sphère de circulation — tout comme le capitalisme marchand à son origine — sur la base de l'ancien mode de production : effet de consolidation. Sur la base de l'ancien mode de production se superpose un mode d'appropriation, qui ne touche en rien la base première, et qui peut prendre l'apparence de rapports féodaux. Néanmoins, ce mode d'appropriation a des effets secondaires de dissolution, au niveau de la prolétarisation lente des agents du mode de production dominé. »

C'est précisément le flou maintenu autour du passage de la consolidation à la dissolution qui explique toutes les mésinterprétations de phénomènes ambivalents tels que l'ostentation. Et nous allons tenter de l'éclairer en présentant une formulation systématique, autrement dit une formalisation de nos conclusions, qui pourrait servir d'hypothèse d'interprétation (ou de lecture) de cet article.

Le moyen par lequel les structures traditionnelles (et notamment l'entraide, la prestation lignagère, la propriété communautaire de la terre..., en d'autres termes les rapports de production lignagers) deviennent vecteurs de pénétration et de consolidation des rapports de production marchands, est de nature superstructurelle, et principalement idéologique. Il n'y a rien là que de très normal : l'idée que les individus se font de leurs relations au sein du mode de production (4) est plus importante pour eux que la réalité même de ces rapports. C'est pourquoi en définitive, toute transition d'un mode de production à un autre ne peut se faire que par et dans la conformité idéologique : conformité idéologique purement superficielle — nous l'avons vu — puisqu'elle ne correspond plus aux rapports de production qui lui donnaient tout son sens, mais néanmoins fondamentale puisqu'elle continue à fonder la logique des actes des individus qui s'y soumettent. La nécessité de ces survivances idéologiques pose néanmoins problèmes :

— une contradiction logique que nous venons d'expliciter : comment une idéologie qui prend sa racine et donc n'existe que pour le développement d'un mode de

---

1. Histoire que nous avons essayé de tracer dans ce texte, au moins dans ses grandes lignes.

2. Dont nous tenterons la conceptualisation dans : « Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique ». A paraître.

3. Cf. Ch. PALLOIX : « *L'économie mondiale capitaliste* ». Tome I, le stade concurrentiel. Maspero 1971. Citation pp. 78-79 (souligné par nous).

4. C'est-à-dire l'idée que la classe dominante leur donne de ces relations.

production donné, pousse ce développement jusqu'au bout, c'est-à-dire assure sa destructuration en son passage ultérieur à un nouveau mode de production.

— une contradiction politique : si la transition implique obligatoirement la survivance idéologique (au moins jusqu'à un certain point) du mode de production antérieur, pourquoi la politique coloniale, puis la politique du développement, se sont-elles attaquées avec tant d'acharnement aux structures traditionnelles, à la tradition d'une manière générale (sous la forme théorique des « blocages socio-culturels »). La raison en est peut-être (1) que le placement de la contradiction (entre les deux modes de production en contact asymétrique) à ce niveau, a permis une consolidation de la superstructure idéologique nécessaire pour pousser jusqu'au bout la phase d'absorption (2), c'est-à-dire pour développer au maximum les forces productives capables d'être intégrées par le mode de production antérieur. C'est alors que les fondations idéologiques sont devenues germes de dissolution. Et au centre de ce processus de dissolution, se trouve l'ostentation qui n'est autre qu'une accumulation de prestige légitimante : l'investissement social qu'elle représente se traduit dans la phase finale, par un développement des forces productives et une transformation des rapports de production : modifications de la base économique qui se traduiront à leur tour par une évolution dans la sphère idéologique, notamment dans la finalité et la forme de l'ostentation, et peuvent finalement déboucher sur une accumulation productive.

---

1. Mais nous ne prétendons pas apporter une réponse définitive à cette question. C'est en tout cas un rôle objectif auquel ont abouti ces politiques.

Sur la fonction jouée par la méconnaissance systématique des sociétés rurales dominées, cf. J. CHARMES : « Théories, politiques et planifications du développement ». § 1. A paraître.

2. On ne peut pas ici ne pas faire référence à la « traditionnalisation » des cultes chrétiens qui, pour se développer, ont dû intégrer des éléments de paganisme et s'imbriquer dans le système traditionnel.